



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2022-05-16/2022-05-31]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Lundi 16 mai.

Interdiction des initiatives tendant à créer des changements dans les assemblées provinciales, où se sont déroulées les élections des gouverneurs et vice-gouverneurs de province. Cependant, cette mesure est mal accueillie à l'assemblée provinciale du Bas-Uélé où devait être installé ce lundi, le bureau d'âge dans la perspective de l'élection de nouveaux membres du bureau de l'organe délibérant. Treize sur les 18 députés provinciaux ayant retiré leur confiance au bureau actuel, pour incompétence, disent ces députés signataires de la pétition. Ils estiment que cette mesure du ministre de l'intérieur vient « cimenter le désordre dans leur assemblée ». Le ministre de l'Intérieur justifie sa décision par la nécessité d'investir urgemment par ordonnance présidentielle, les nouveaux gouverneurs élus.

Kinshasa : les inspecteurs de l'EPST menacent d'aller en grève d'ici le 30 mai. « D'ici le 30, si le gouvernement ne résout pas le problème des inspecteurs, si le gouvernement ne paie pas des primes et s'il n'améliore pas les conditions de travail des inspecteurs, nous irons en grève, le 30 de ce mois sur toute l'étendue du territoire national », a fait savoir le secrétaire général du syndicat des inspecteurs du Congo.

Ituri : accusée par les jeunes de Mambasa d'inaction face à l'insécurité, la Monusco rejette cette allégation.

4 jours après leur manifestation de colère contre la Monusco, un de leaders des jeunes de Mambasa, a expliqué, sous anonymat le 15 mai, que les jeunes sont fatigués des drames que les miliciens infligent à la population. Ils accusent même les casques bleus de collaborer avec les rebelles. Pour ces jeunes, il n'y a aucune raison d'espérer en la Monusco pour la protection de la population car ses interventions arrivent toujours après les tueries des civils. Les jeunes ont exprimé leur ras le bol et ils demandent tout simplement le départ de la Monusco. Le chef de l'information publique de la mission onusienne en Ituri, estime que les allégations de collaboration entre Monusco et les rebelles ne sont pas fondées. Il soutient que ces jeunes n'ont pas de preuves des accusations qu'ils portent contre les casques bleus.

Sud-Kivu : la base navale des FARDC reçoit de nouveaux engins flottants. Ces quatre embarcations motorisées et équipées permettront à la force navale de « lutter contre la fraude des marchandises sur le Lac Kivu ». Celle-ci fait couler les recettes de l'Etat. Le gouverneur de province en appelle par ailleurs à la contribution de tout le monde pour dénoncer tout cas suspect, afin de permettre aux forces de l'ordre de mieux réussir leur mission.

Les habitants de Kalehe saluent les projets de résilience financés par KFW. La délégation du KFW (Kreditanstalt für Wiederaufbau), la banque du développement de l'Allemagne, son bailleur des fonds, a pu visiter des complexes agricoles, comprenant notamment des magasins et autres unités de transformation, tenus par les agriculteurs à travers leurs coopératives, en passant par des centres d'alphabétisation des adultes, notamment. A Kalehe tout comme à Minova, les bénéficiaires sont unanimes que ces projets ont changé catégoriquement leurs conditions de vie. « Pour trouver la semence, il fallait attendre que le mari amène ça. Mais à travers les groupes, on peut accéder aux semences et après récolte on les restitue et la vie change. A propos de l'épargne, grâce à la formation nous arrivons à épargner nous-mêmes. Quand ce projet est arrivé ici à Butumba, ça nous a beaucoup aidés. Celui qui n'avait pas un champ, l'a trouvé. Les soins médicaux aussi, celui n'avait pas de chèvres peut se les procurer », a témoigné l'une des bénéficiaires. « Au nom du gouvernement allemand, la KFW finance deux programmes de la résilience d'un montant de plus de 150 millions USD. Mes collègues et moi avons visité deux sites Kalehe et Minova, je suis très impressionnée par les résultats de ce programme. J'ai eu des discussions avec les femmes c'est un résultat magnifique » témoigne la directrice de KFW à Kinshasa, La première phase de ces projets avait été initiée par le PAM et la FAO pour 35 millions de dollars. La deuxième inclut l'UNICEF pour une enveloppe de 120 millions, a précisé la directrice adjointe du PAM pour la RDC, Natacha Nadazdine.

Goma : les évêques catholiques confirment l'arrivée du pape François en juillet. « La province ecclésiastique de Bukavu, est en proie à une insécurité permanente depuis plus de deux décennies. Le Saint Père vient pour reconforter toutes les victimes de cette insécurité. Je crois que le message que le Saint Père vient lancer aux uns et aux autres, c'est le message que je tire de l'évangile : " tout ce que vous ne voulez pas qu'on vous fasse, ne le faites pas aux autres". C'est ça le message du Saint Père», a déclaré l'évêque de Goma. Par ailleurs, une messe d'actions de grâce a été dite ce même samedi à Kibati, le site qui accueillera le pape.

Sud-Kivu : 5 ex-combattants jugés en appel pour crimes contre l'humanité. Ils sont jugés en appel pour des faits de « crime contre l'humanité, violences sexuelles, pillages, meurtres et tortures ». Deux dossiers sont jugés au second degré par la cour militaire du Sud-Kivu. Il s'agit d'abord de celui de Bukanga. Trois prévenus, ex-membres du groupe Raiya Mutomboki Maginga, ont été condamnés en août 2020 en première instance respectivement à 10, 15 et 20 ans de prison par le tribunal militaire de garnison de Bukavu. Deux autres prévenus, ex-membres du groupe armé Hamakombo, seront rejugés. Ils ont été initialement condamnés à 20 ans de servitude pénale en octobre 2020. Dans ce procès en appel, les conseils des prévenus vont plaider pour un acquittement de leurs clients, qui sont détenus actuellement à la prison centrale de Bukavu.

Nord-Kivu : une patrouille des Fardc visée par des tirs du M23 (Armée). Deux soldats des Fardc ont été blessés. L'armée, qui n'a pas répliqué aux tirs, accuse le M23 basé à Muhati d'en être responsable. L'attaque du dimanche intervient après celles survenues les 23 et 27 avril dernier à Rwanguba, Chengerero, Kabindi et Bugusa. Pour le porte-parole des Fardc, les combattants du M23 violent le cessez-le-feu et foulent aux pieds les recommandations du conclave de quatre Chefs d'Etat à Nairobi ; lesquelles les obligent notamment à se retirer et rentrer dans leurs positions d'avant le 25 mars 2022.

Bunia : 8 morts dans une nouvelle attaque de la Codeco à Aru. Les assaillants ont fait leur entrée à Shaba en tirant plusieurs coups de feu, ils se sont ensuite dirigés au camp minier de Halu, où des milliers de personnes exploitent de l'or. Il indique que, dans cette confusion, huit personnes sont mortes par balles et dix autres ont été blessées, dont certaines sont dans un état critique. Ces assaillants ont mis le feu à plusieurs maisons d'habitation et emporté une quantité importante de l'or. L'on signale un important déplacement des habitants.

Mbuji-Mayi : baisse des prix du ciment et du carburant. L'acheminement à Mwene-Ditu par train, d'une importante cargaison de ciment et de carburant a entraîné une réduction de prix de ces produits sur le marché de Mbuji-Mayi. Le sac de ciment, qui coûtait il y a deux semaines 40 USD, se vend actuellement à 35 voire à 33 USD. Le litre de carburant qui revenait 6 000 FC se négocie actuellement à 4 300 FC.

Kwilu : la société civile exige la restitution de 14.450 moustiquaires emportées par les habitants d'Idiofa, après l'accident du gros véhicule qui transportait ce matériel, destiné à la zone de santé de Mukedi dans le territoire de Gungu. Tous les services se sont mobilisés pour contraindre ces populations à remettre ces moustiquaires, mais sans succès. La société civile de Gungu condamne fermement cet acte. Elle demande aux services de sécurité de procéder aux perquisitions dans ces villages.

Uvira : les communautaires locales s'engagent à renforcer la cohabitation pacifique. Les consultations intercommunautaires se sont clôturées le weekend dernier dans la ville d'Uvira. A l'issue de ces assises de cinq jours, les représentants de différentes communautés locales ont adopté une feuille de route sur base des états des lieux sur le terrain et pris des engagements pour renforcer le vivre ensemble. A cette occasion, un expert du

ministère provincial de l'intérieur a lancé un appel vibrant à toutes les communautés ethniques vivant dans l'espace Uvira-Fizi-Itombwe à mitiger les violences par la cohésion sociale et leur cohabitation pacifique. Déjà, le maire de Baraka s'est rendu à Bibokoboko pour lancer la reprise du trafic sur le tronçon routier et faciliter la circulation libre de personnes et de leurs biens entre Baraka et Bibokoboko. Ces assises ont été appuyées par la Monusco.

Nord-Kivu : des éléphants ravagent douze champs des habitants de Masambo. Quinze éléphants du Parc national des Virunga ont ravagé douze champs des habitants de Masambo, dans le territoire de Beni, au Nord-Kivu. Les responsables de l'ICCN ont indiqué avoir déjà amorcé les travaux d'érection d'une clôture électrique à la limite du parc, en vue d'empêcher la divagation des éléphants dans la localité.

Butembo : début de la nouvelle campagne de traitement gratuit de la fistule obstétricale. Cette activité va durer une semaine, en prélude de la journée du 23 mai, dédiée à l'élimination de cette maladie dont souffrent de nombreuses femmes dans la région. Une vingtaine de malades sont attendues pour bénéficier de ce traitement gratuit au cours de cette sixième campagne.

Des policiers « déserteurs et démissionnaires » se retrouvant à Lubumbashi seront sanctionnés (Patience Mushid). En effet, plusieurs policiers ont quitté d'autres provinces où ils étaient affectés pour se retrouver dans l'espace grand Katanga, sans mandat officiel. Ces policiers et ceux qui les utilisent seront sanctionnés.

Ebola à Mbandaka : les médias sensibilisent la population. L'Association des médias associatifs et communautaires de l'Equateur a débuté ce 16 mai une série de sensibilisations à travers le magazine « Tobengana Ebola ». La production traitera des préoccupations de la population sur l'épidémie d'Ebola et des informations fiables des experts. Ce projet de 3 mois, en partenariat avec l'Internews et USAID, sera diffusé sur les antennes de Radio Mwana, Radio Lobiko, Radio Bondeko et la Radiotélévision Zoe.

Nord-Kivu : des acteurs de la société civile de plus en plus menacés par les miliciens à Lubero. « Je viens de recevoir quatre appels en provenance des dirigeants des miliciens de l'Union des patriotes pour la libération du Congo (UPLC) qui nous menacent de nous causer du tort si nous parlons de ce qu'ils commettent dans nos villages respectifs, et ils nous accusent même d'avoir alerté les autorités, d'en avoir parlé à la radio », a indiqué l'un des acteurs de la société civile qui a requis l'anonymat. Selon son témoignage, les rappels reçus sont des menaces qui indiquent que les acteurs de la société civile « risquent de subir la rigueur. »

Goma : 42% de la population hésite à se faire vacciner contre la Covid-19, selon une ONG. Le responsable de cette ONG Initiatives africaines pour la gestion des ressources naturelles et le développement fait savoir que l'objectif principal de cette enquête était de comprendre les motivations du refus et des hésitations de la population à se faire vacciner contre le virus de la COVID-19. « La population dit qu'il y a une théorie de complot : les grandes puissances voudraient réduire la taille mondiale. Le vaccin envoyé chez nous en Afrique, au Congo, n'est pas celui qui est envoyé dans les pays développés comme en Europe et aux Etats-Unis et la population dit que ce vaccin-là c'est un signe de la marque de la bête, de la bête sauvage donc si on le prend, on a pactisé avec le diable. » Certains habitants pensent que le vaccin va réduire la fertilité des hommes en Afrique.

Des notables de Mwenga dénoncent « des erreurs matérielles » dans le budget du projet de 145 territoires. « 2 millions USD sont attribués à la chefferie de Buloho pour le compte du territoire de Mwenga, alors que cette chefferie se retrouve dans le territoire de Kalehe. La chefferie de Minembwe est aussi insérée dans le territoire de Mwenga, alors que Minembwe est à Fizi », explique Espérance Mwami Kazi, cheffe de la délégation. Concernant les 5 chefferies de Mwenga, il y a aussi des inégalités dans la répartition. Certaines comptent 6% du budget total de 10 millions, d'autres plus de 40 ou 50% et d'autres ont reçu 10%. C'est important que ces « erreurs matérielles » soient corrigées pour que chaque territoire bénéficie équitablement des fonds alloués dans le cadre de ce projet.

Mardi 17 mai.

Le forum sur l'unité et la réconciliation des Katangais débute ce mardi à Lubumbashi. Ces assises, organisées par l'assemblée épiscopale de la province ecclésiastique de Lubumbashi, visent à rassembler plusieurs catégories de personnes, notamment des acteurs politiques, les membres de la société civile, les chefs coutumiers, les scientifiques, et les jeunes. Prévu au départ pour soixante-dix participants, finalement il en accueillera près de deux cent cinquante. Le forum est placé sous le thème : « Frères et sœurs un jour, frères et sœurs toujours ». **Forum sur l'unité et la réconciliation du grand Katanga : connaître les causes et envisager des solutions.** Après que Mgr Fulgence Muteba a planté le décor de ce forum avec son discours

inaugural, les participants ont vu défiler devant eux les chefs traditionnels qui les ont entretenus sur les valeurs communes qui constituent la base des peuples du grand Katanga. A cette occasion, ils ont brossé l'historique des coutumes dans l'espace grand Katanga. Ils étaient relayés par le professeur Adrien Mulumbati Ngasha qui a planché sur le thème : « Regard critique sur l'histoire du Katanga : ruptures et crises internes. » Il était appuyé par Jean Raymond Muyumba Maila, acteur politique à la retraite. Les autres ont plaidé pour que les querelles soient mises de côté et que tout le monde privilégie l'intérêt de l'espace grand Katanga. Avis pas totalement partagé par d'autres qui estiment qu'il faut éventrer le boa pour connaître les véritables causes des conflits avant de se pardonner et d'envisager une réconciliation sincère.

Sud-Ubangi : le HCR poursuit le rapatriement volontaire des réfugiés centrafricains. Le 9 mai, 343 personnes ont été ainsi rapatriées. Près de 9800 candidats, dans cette province, ont manifesté jusque-là l'intention de regagner leur pays d'origine; principalement ceux des camps de Mole à la Mairie de Zongo et Boyabu, dans le territoire de Libenge. Cette première phase de l'opération ne concerne que 3.250 personnes vivant dans les deux camps. Cette année, le HCR compte appuyer le rapatriement de 20.000 personnes, y compris les réfugiés vivant en dehors des camps. Leur rapatriement se fera progressivement tout au long de l'année en collaboration avec les gouvernements de la RDC et de la RCA, selon la disponibilité des ressources, a indiqué le haut-commissariat onusien.

Mbandaka : lancement des travaux de modernisation de la voirie urbaine. Le ministre d'Etat, ministre de l'Aménagement du territoire, qui a conduit la délégation gouvernementale dans cette partie de la RDC, a aussi annoncé que, outre le démarrage des travaux de modernisation de la voirie urbaine de Mbandaka, il sera bientôt procédé aux travaux d'électrification et de desserte de cette ville en eau potable.

Maniema : présentation de 7 présumés voleurs à l'autorité provinciale. Pour commandant de cette police, ce coup de filet est le résultat d'un travail de plusieurs jours mené avec la collaboration de la population locale. Ces malfaiteurs sont pour la plupart des récidivistes ayant bénéficié de la grâce présidentielle. Il sollicite ainsi l'accompagnement de la justice pour dissuader ces hors la loi.

Dakar : la RDC participe à la 54^e Session des ministres africains des Finances, Planification et Développement économique. A l'initiative de la Commission économique de l'ONU pour l'Afrique et le Sénégal, ce forum entend faciliter le commerce électronique dans le continent. « Le financement de nos économies et leur capacité de résister aux chocs extérieurs dépendent aussi de notre aptitude à produire ce que nous consommons et à consommer ce que nous produisons ». Cette conférence est placée sous le thème : « Financement de la relance de l'Afrique, atteindre de nouveaux horizons. »

Beni : le parlement d'enfants invite le gouvernement à bien préparer la prochaine année scolaire. Son président, rappelle que de nombreux élèves de ce territoire n'ont pas pu étudier correctement durant l'année en cours. Les mouvements intempestifs des populations, dues à l'instabilité sécuritaire dans la région, sont à la base de ces perturbations. Il appelle donc le gouvernement à restaurer la paix dans la région, en vue de garantir la paix pour l'année scolaire prochaine ; celle-ci touchant à sa fin.

Plus de 2 000 écoles protestantes opérationnelles dans l'ex-Bandundu. « Nous avons un nombre important d'écoles dans les trois provinces administratives : le Kwilu, le Kwango et le Maï-Ndombe. Nous avons même des hôpitaux, des centres de santé, des écoles de formation en métiers pour élever le niveau des jeunes et des mamans. Nous sommes un grand partenaire de l'État et nous apportons plus dans le développement de notre pays. »

Consultations de Nairobi : la communauté internationale promet son appui multiforme. Ce processus a mis dernièrement autour d'une même table les représentants des groupes armés locaux et les chefs d'Etat kenyan et congolais. Ces diplomates ont été éclairés sur ce processus par le mandataire spécial du chef de l'Etat, Serge Tshibangu, et l'ambassadeur du Kenya en RDC, au cours d'une réunion, tenue au quartier général de la Monusco, à Kinshasa. Après échanges, ces ambassadeurs ont clamé leur appui multiforme à ce processus. Ils ont même promis un appui jusque devant le Conseil de sécurité de l'ONU afin de faire entendre la voix de la RDC.

Kindu : le bourgmestre de Mikelenge interdit de jeter des ordures dans la rivière, pour des raisons de salubrité et d'hygiène. Par la même occasion, il demande à ceux qui ont construit « le long de grandes artères de la ville d'assainir leurs parcelles dans un délai de huit jours. Celui qui ira à l'encontre sera puni conformément à la loi. »

Vaccination anti-COVID-19 au Kwango : plus de 257 000 personnes attendues. 277 sites sont organisés à travers les 14 zones de santé que compte la province. Au cours de cette première phase de campagne 257.661

personnes, représentant les 20% des personnes âgées de 18 ans et plus, sont concernées par cette vaccination. La population concernée est appelé à se faire vacciner pour se protéger et protéger les autres contre le coronavirus.

Ituri : 5 morts lors d'une incursion de la milice Zaïre à Tsiz. Cinq personnes ont été abattues, dans la nuit du lundi 16 mai, lors de l'incursion de la milice Zaïre, au village Tsiz, en le territoire de Djugu (Ituri). Ces miliciens ont kidnappé de nombreuses personnes et incendié une dizaine de maisons avant de se retirer.

Butembo : 6 morts recensés en cinq mois à la prison centrale de Kakwangura. Des sources pénitentiaires attribuent cette situation à l'insuffisance alimentaire. Elles déplorent aussi la surpopulation carcérale ainsi que le manque de prise en charge médicale des détenus.

Kindu: environ 100 femmes bénéficient de consultations gynécologiques gratuites au centre Lumbulumbu. La campagne des consultations spécialisées gratuites des femmes souffrant de problèmes d'infertilité et pathologies gynécologiques est arrivée à son quatorzième jour, le 16 mai au centre hospitalier Lumbulumbu de Kindu au Maniema. A cette date, une centaine des personnes sont déjà consultées, indiquent des sources médicales.

Traque des ADF en RDC : les troupes ougandaises quitteront le sol congolais dans deux semaines. L'officier ougandais précise que « cette opération conjointe de traque des ADF dans l'Est de la RDC pourrait encore se poursuivre pendant les six prochains mois, si les présidents Félix-Antoine Tshisekedi et Yoweri Museveni décident de la prolonger. » Les opérations conjointes UPDF-Fardc ont été officiellement lancées le 30 novembre 2021. 1700 militaires des forces spéciales et de l'infanterie de l'armée ougandaise sont déployés sur le territoire congolais, avec leur artillerie et blindés. Ces troupes auront le soutien de l'aviation militaire de l'armée ougandaise.

Beni : environ 50 acteurs communautés formés à la conduite du dialogue démocratique. Initiée par la Monusco, l'objectif de cette formation est de pousser les membres de la communauté locale à privilégier le bon dialogue pour résoudre leurs différends. L'une des attentes de cette formation, est d'amener tous les participants à être outillés et à comprendre les péripéties des différentes techniques de dialogue.

Sud-Kivu : le HCR remet des médicaments à deux zones de santé d'Uvira et Ruzizi, ainsi qu'à d'autres structures médicales locales qui prennent en charge les soins de santé des réfugiés burundais, qui, d'après le HCR, sont estimés à 40 mille repartis entre Uvira et Fizi. Cette donation est constituée de certains équipements de réanimation, de matériels de protection individuelle ainsi que de médicaments essentiels. L'objectif est d'aider et de soutenir les zones de santé dans leur riposte aux épidémies, y compris à la COVID-19.

La RDC compte 1,2 millions d'enfants souffrant de malnutrition aiguë (Unicef). Près de 2,8 millions de personnes souffrent de malnutrition aiguë globale en RDC, dont 1,2 millions d'enfants de moins de 5 ans en 2022.

Le rapport de l'Unicef parle d'une explosion catastrophique des taux de malnutrition sévère chez les enfants dans le monde. Situation que l'agence attribue à la guerre en Ukraine et aux coupes budgétaires engendrées par le COVID-19. Le coût des aliments thérapeutiques vitaux pour les enfants souffrant de malnutrition devrait enregistrer jusqu'à 16% d'augmentation, signale ce rapport qui met l'accent sur l'émaciation sévère dont souffrent nombre d'enfants dans plusieurs pays.

Le général Mbala rappelle le devoir sacré du soldat : « L'oubli de soi et le sacrifice pour la nation ». Il a fait ce rappel mardi 17 mai à Kinshasa, à l'occasion de la journée des FARDC. Cette date commémore donc le soldat congolais : mort ou vivant. Selon lui, la devise du militaire est « Ne jamais trahir le Congo ». Cette symbolique cérémonie a pris fin avec le dépôt de la couronne des fleurs par le Président de la République, commandant suprême des Fardc, devant un parterre des hauts gradés des Fardc et des officiels.

Mercredi 18 mai.

Trois délégations à Goma pour la poursuite des consultations de Nairobi. Il s'agit de : Georges Masefu, l'ambassadeur du Kenya en RDC, Serge Tshibangu, mandataire spécial du Chef de l'Etat congolais et de Jacob Mugeni, le délégué de la communauté internationale, représentée par la Monusco. Ils devront prendre part « prochainement » à une réunion de planification en interne prévue dans le chef-lieu du Nord-Kivu, indiquent des sources de la présidence de la République. Selon les mêmes sources, cette rencontre de planification en interne est prévue pour la poursuite des consultations de Nairobi entre le gouvernement et les groupes armés locaux.

L'objectif consistera, à dégager et à déterminer les points essentiels, sinon un canevas des rencontres avec les groupes armés locaux pour le prochain round de ces consultations.

Kwilu : des jeunes lancent l'opération « Mema député na Assemblée jour ya plénière », [Amènes le député à la plénière]. Cette opération consiste à contraindre les élus provinciaux à participer aux plénières. « Nous demandons au président de l'Assemblée provinciale de mettre en place une commission de crise qui va pouvoir réunir et écouter chaque député afin de dégager un consensus qui devrait permettre à tous les députés de regagner l'hémicycle ». Pour sa part, le président de l'Assemblée provinciale salue la démarche de ce mouvement citoyen.

L'Assemblée nationale examine la proposition de loi sur l'aviation civile. Avec cette proposition de loi, son initiateur, entend sortir la RDC de la liste noire de l'Union européenne et harmoniser la législation nationale avec les normes internationales, en matière de sécurité aérienne. Cette proposition vise en outre renforcer les dispositifs, garantissant la sécurité et la sûreté de l'aviation civile, en RDC.

Le parti Nouvel Elan se désengage de la structure dite « Bloc patriotique ». « Nous rejetons le fameux bloc patriotique parce qu'il ressemble à l'Union sacrée. Et puis il ne dispose d'aucun acte constitutif et regorge en son sein les auteurs du holdup électoral du 30 décembre 2018 ». Certains membres du Bloc Patriotique jouent le double jeu pour affaiblir la lutte menée par Lamuka en vue d'obtenir des réformes institutionnelles. Nouvel Elan continue d'exiger des réformes consensuelles pour un processus électoral démocratique, transparent et apaisé.

Maniema : le tronçon routier Kimanu1-Kulewa rouvert au trafic, après plusieurs années d'abandon. La route traverse deux groupements de plus de 60 villages avec environ 10 000 habitants, selon certaines autorités locales.

Patrick Muyaya juge "prématurée" l'annonce sur la fin des opérations militaires UPDF-Fardc. « Ces opérations se termineront lorsque les deux chefs d'Etats le décideront. Au bout de 6 mois, il y a eu certes, des avancées, mais, avant qu'on ne décide de mettre fin à ce qui a été convenu, il y a de réunions des Etats-majors, qui permettent d'évaluer le degré de l'évolution par rapport aux objectifs initiaux ».

Ituri : le gouverneur Luboya dément un quelconque appui de la Monusco aux groupes armés. Le gouverneur militaire de l'Ituri, a réagi ainsi aux allégations portées contre la Monusco par des jeunes du territoire de Mambasa, sur une « collaboration de casques bleus de la Monusco avec des groupes armés ». Il a qualifié de « manipulation les griefs portés contre la mission onusienne, en RDC. Le 13 mai, des jeunes de Mambasa, à 165 km de Bunia (Ituri) avaient manifesté contre la présence de la Monusco dans leur entité.

Lubumbashi : un professeur d'université alerte contre une réconciliation de façade entre Katangais. Ce proche de Moïse Katumbi a alerté contre l'hypocrisie qui caractérise certains acteurs socio-politiques de l'espace Katanga. Il souhaite que les participants se disent des vérités dans le respect mutuel pour mettre fin aux divisions qui déchirent le Grand-Katanga. **La renaissance du Katanga au centre du forum sur l'unité et la réconciliation.** Les participants étaient repartis en huit groupes. Au sujet de l'exposé des leaders traditionnels, les participants étaient appelés aussi répondre à la question de savoir quel est l'héritage qu'il faudra préserver à tout prix sur le plan des valeurs coutumières. Les membres de chaque groupe de travail étaient appelés à donner chacun son expérience personnelle des moments de rupture dans la cohésion et l'unité Katangaise. Occasion toute donnée pour que les causes des dissensions soient mises en exergue, afin que tout le monde comprenne d'où sont venues ces incompréhensions et divisions qui sont décriées par les uns et les autres. Enfin ils devaient proposer les éléments qui peuvent concourir à reconstruire l'unité Katangaise.

Ituri : 14 localités reprises par la coalition UPDF-Fardc, en trois mois. Il s'agit entre autres, des villages Zunguluka, Masiza, Mbipa, Machini1 et 2, Baitata, Belu, Bwakadi, Katanga et Nyakisozi, au Sud-Est du territoire d'Irumu (Ituri). L'armée nationale assure également poursuivre, avec l'appui de l'UPDF, la traque contre les ADF, aux villages Batonga, Tondoli, Bulango et Mitembo. **Traque des ADF en RDC : les opérations conjointes Fardc-UPDF se poursuivent à Beni.** Ces opérations se poursuivent, malgré la déclaration mardi 17 mai, du commandant de la force terrestre de l'armée ougandaise, annonçant le retrait de ses troupes du Nord-Kivu et de l'Ituri d'ici deux semaines, sauf en cas d'une notification officielle.

Bukavu : 12 morts enregistrés dans un accident de circulation. Un camion de marchandises, en provenance de Kamanyola, a percuté des marchandes, au niveau du petit marché de Kamagama, sur la route nationale numéro 5. Le conducteur du camion a perdu le contrôle du volant avant de ramasser ces victimes.

Révision de la loi électorale en RDC: la Monusco salue les efforts de l'Assemblée nationale. « Adopter une loi électorale garantissant la transparence et l'inclusivité des élections, à tous les niveaux et à toutes les étapes, pour réduire les tensions politiques, institutionnelles et pré-électorales et faciliter la préparation des scrutins de 2023, est essentiel et nous encourageons toutes les parties prenantes à faire preuve de flexibilité concernant les moyens d'atteindre ces objectifs. Les Nations unies regrettent que l'opposition conditionne sa participation aux travaux à la réouverture d'une décision déjà actée par les institutions du pays. Les Nations unies regrettent également que, le 12 mai, en plénière, les députés de la majorité se soient prononcés contre la publication des résultats par bureau de vote ou encore contre des propositions qui garantiraient la présence des femmes sur les listes de candidats », a ajouté le porte-parole de la Monusco.

Des leaders communautaires s'engagent pour la pacification et la stabilisation de l'Est de la RDC. A l'issue de leur rencontre avec la délégation, ces leaders ont salué, à juste titre, le programme ambitieux du processus de paix qui a commencé le mois dernier à Nairobi. Le directeur adjoint de communication de la présidence de la République, rappelle que l'appel a été lancé à tous les groupes armés au dernier conclave des Chefs d'Etats : « Il y a deux voies à suivre. La première est pacifique c'est celle qui nous uni ici à Goma pour trouver ensemble une solution, pour d'autres ils seront contraints par la force et la force c'est aussi l'option prise par l'espace East Africa community. Tout réfractaire aura un traitement qui s'adapte à son attitude belliqueuse ». La réunion de ce mercredi prévoyait une rencontre avec les responsables des groupes armés locaux, a ajouté M. Kusema.

Le CNSA recommande à Mboso Nkodia de rechercher le consensus "sincère" sur la nouvelle loi électorale. Le Conseil National de suivi de l'Accord encourage les députés à traiter cette question avec la plus grande attention toujours dans la recherche d'un consensus sincère afin d'éviter au pays des événements malheureux de nature à rompre la paix, chèrement acquise. Il demande au président du Bureau de la Chambre Basse du parlement de tout faire pour obtenir ce consensus au risque d'assumer seul la responsabilité devant la Nation et l'histoire.

Kinshasa : début du recouvrement forcé de la vignette 2020, pour les engins motorisés. Les agents de la police et de la direction générale des recettes de Kinshasa (DGRK) sont sur le terrain. Cette situation occasionne des bouchons. Les propriétaires de certains véhicules non en règle ont préféré les garder à la maison.

Ituri : l'Assemblée provinciale condamne "avec fermeté" la multiplicité des attaques des groupes armés à Djugu, Irumu et Mambasa, avec comme conséquence la dégradation de la situation économique. L'Assemblée provinciale de l'Ituri, demande au gouvernement de renforcer les effectifs militaires dans les zones opérationnelles et de les doter de moyens logistiques conséquents afin de contrer ces groupes armés. Les députés provinciaux encouragent les groupes armés à adhérer au processus de paix pour contribuer au développement de l'Ituri.

Nord-Kivu : la pêche suspendue sur le lac Edouard à Kamandi, dans le territoire de Lubero. La société civile locale indique que depuis la semaine dernière dix-sept pirogues ont été saisies et leurs propriétaires arrêtés par les écogardes. Cette traque des pêcheurs est donc à la base de la suspension de toute activité sur cette partie du lac. Le président de cette structure citoyenne, redoute des conséquences socio-économiques de cette situation, étant donné que la pêche de Kamandi alimente le territoire de Lubero et d'autres entités de la région de Beni-Butembo. Pour sa part, le communicateur au sein de l'ICCN, Olivier Mugisha, promet de réagir dès que possible.

La RDC demeure un Etat « fragile » sur le plan alimentaire, selon la FAO. Cette fragilité alimentaire s'observe, malgré les ressources et le potentiel agricole cultivable de la RDC, estimé à plus de 75 millions d'hectares dont moins de 10 millions d'hectares seraient exploités. Le rapport du 20ème cycle de l'IPC en RDC révèle plus de 27 millions de personnes en phase de crise alimentaire et de moyens d'existence aiguë, soit 26% de la population analysée ayant besoin d'une action urgente. Plusieurs facteurs sont à la base de cette crise alimentaire, notamment les faibles performances des productions agricoles, dues à la mauvaise répartition des pluies, aux maladies et ravageurs des cultures ou à un accès limité aux semences sont, dans la majorité des territoires analysés, les principaux facteurs limitant la sécurité alimentaire des ménages. Les conflits armés et communautaires empêchent aussi les ménages d'accéder à leurs champs et entraînent le pillage des récoltes. Il y a aussi l'impact de la crise russo-ukrainienne. La Fédération de Russie et l'Ukraine sont les deux principaux fournisseurs de blé, de maïs, d'orge, d'huile comestible, de carburant et d'engrais sur les marchés mondiaux. Les principaux risques pour les pays en crise alimentaire découlent de leur dépendance aux importations de produits

alimentaires et d'intrants agricoles. Les céréales représentent la plus grande part des produits alimentaires importés, suivies par le sucre, les fruits, les légumes et le poisson.

Jeudi 19 mai.

Kinshasa : des vols annulés, des bagarres enregistrées entre passagers et agents des compagnies aériennes. Mardi 17 mai courant, une bagarre a été enregistrée à l'aéroport international de N'djili entre les passagers de Congo Airways et les agents de la Régie des voies aériennes (RVA). Pour un vol prévu à 9 h du matin, des passagers de la compagnie Congo Airways ont finalement quitté la capitale congolaise à 21 h. Selon l'agence de voyage S Travel, la majorité de compagnies d'aviation ne communiquent pas sur la situation actuelle. Ce qui fait que les passagers et ceux qui leur vendent les billets se retrouvent devant une situation embarrassante. Pour le Directeur général de la Régie des voies aériennes, cette situation est due à la pénurie du carburant à la suite de la guerre en Ukraine. Il estime que l'idéal est d'avertir au préalable les clients et les partenaires.

Ituri : environ 9000 enfants en rupture familiale recensés à Bunia. Ils exercent, depuis un temps, des métiers non-adaptés à leurs âges, au marché-central de Bunia (Ituri) : les uns transportent des bagages lourds et les autres travaillent dans des boutiques et restaurants. Ces enfants se pointent, chaque matin, à l'entrée de ce marché pour espérer avoir une course. Ils disent faire ce travail pour subvenir à leurs besoins. De son côté, le responsable de terrain à l'Unicef à Bunia, assure poursuivre des plaidoyers, avec ses partenaires, pour assurer la prise en charge de ces enfants et protéger leurs droits.

Nord-Kivu : une quarantaine de maisons détruites après une pluie, à Kibumba, en territoire de Nyirangongo. Les eaux de ruissèlement ont emporté des récoltes et des plantes des champs. Il craint que cette situation provoque une disette dans cette contrée qui ne vit que de l'agriculture. Il signale aussi le déplacement de la population des villages sinistrés vers les localités voisines.

Maniema : 20 cas de tuberculose pharmaco résistante notifiés en 2021. Le coordonnateur provincial du Programme national de lutte contre la tuberculose (PNLT), a ainsi organisé du 13 au 17 mai une session de renforcement des capacités en vue de renforcer la prise en charge de cette pathologie. Cet atelier réunit les médecins directeurs et chefs d'unités de 18 hôpitaux généraux de référence de cette province. Il explique qu'à travers cette session, ces prestataires des soins ont appris les notions sur les définitions des cas, le diagnostic, les éléments cliniques et le schéma thérapeutique de ce type de tuberculose.

Cour constitutionnelle : l'intérim confié au juge Corneille Wasenda. Il succède ainsi à Dieudonné Kaluba, évincé à l'issue d'un tirage au sort organisé, il y a une semaine, au sein de cette haute cour. Le juge Corneille Wasenda assume ainsi l'intérim de président de cette haute juridiction jusqu'à l'élection d'un nouveau président. Cette élection devra intervenir après la nomination de 3 juges en remplacement de ceux qui ont été tirés au sort. **Le Parlement en congrès le 23 mai pour désigner un juge constitutionnel.** Ce congrès se tiendra à la demande du Président de la République. Il va permettre aux deux chambres du Parlement de désigner un juge devant remplacer Polycarpe Mungulu T'apangane à la Cour Constitutionnelle, décédé au mois d'avril dernier.

Inongo : des organisations catholiques appellent aux sanctions contre les agresseurs du procureur général. Des organisations catholiques ont appelé, à l'ouverture des enquêteurs pour dénicher et sanctionner les agresseurs du procureur général près la Cour d'appel de Maï-Ndombe. Ce procureur a été agressé par les kulunas qui sèment la terreur dans ce coin du pays.

Election du gouverneur et vice-gouverneur annulée à la Tshopo. Avant de prendre cette décision, cette juridiction s'est basée sur le recours de la candidate malheureuse au second tour de ce scrutin, récusant la qualité d'un électeur (suppléant) dont le titulaire devait regagner l'hémicycle. Cette annulation intervient après que la centrale électorale a proclamé Tony Kapalata, le plus âgé a été déclaré, vainqueur au second tour de ce scrutin.

Ituri : le gouverneur Luboya s'insurge contre « le détournement des soldes des militaires ». Il a lancé une mise en garde contre tous ceux qui tirent l'armée congolais vers le bas. Certains officiers des Fardc, accusés pour vente d'armes et munitions, comparaissent devant la Cour militaire de l'Ituri, siégeant en chambre foraine à Bunia.

Ituri : le naufrage d'une pirogue motorisée fait 40 disparus et 3 décès, au lac Albert en territoire de Mahagi. Selon des sources concordantes, un vent violent est à l'origine de ce drame. Des rescapés rapportent que cette embarcation n'a pas pu résister aux vagues qui se déchaînaient avant de chavirer. Une dizaine ont été sauvées.

18 groupes armés acceptent de participer au 2e round des discussions de Nairobi. « En plus de 12 groupes armés présents à cette rencontre, ayant pris part au premier round des consultations de Nairobi en avril dernier, 6 autres ont rejoint le processus de Nairobi sans détours » a affirmé le directeur de communication adjoint à la présidence de la République. L'équipe conjointe qui est arrivée dans la matinée de ce 19 mai à Bunia devra rencontrer, sur place, les leaders communautaires du grand-Nord et ceux de l'Ituri. Leur rencontre va précéder celle avec les représentants de groupes armés de cette région.

Shabunda : des maisons, écoles et églises endommagées lors des pluies, qui se sont abattues, les 15 et 16 mai, au Sud-Kivu. L'administrateur de ce territoire lance un cri de détresse en faveur des sinistrés.

RIFA RDC appelle les jeunes à préparer leur 3e Age et à plaider pour la cause des aînés. La secrétaire générale exécutive du Réseau international francophone des aînés (RIFA) soutient que : « Les jeunes doivent préparer leur 3e âge par le chemin de l'école, par l'apprentissage et l'exercice d'un métier. Ils doivent, si c'est possible, se constituer de l'épargne et vivre en harmonie avec la société ainsi que leurs familles. En définitive, les jeunes doivent savoir que le 3e âge n'est pas une fiction car il arrive ». RIFA vise la promotion des droits des personnes âgées et leur participation au développement intégral de leurs communautés.

Mambasa : bientôt les opérations militaires conjointes Fardc-ICCN dans la réserve à Okapi d'Epulu. Sont ciblés les groupes armés, étrangers, les nationaux ainsi que les exploitants illégaux de minerais et de bois qui s'y trouvent. Parmi eux figurent des sujets chinois, ougandais et congolais.

Lomami : une dizaine de blessés dans des affrontements entre deux localités de Ngandajika. Des policiers déployés sur le lieu pour rétablir l'ordre sont comptés parmi les blessés. Le rebondissement d'un vieux conflit foncier serait à la base de ces affrontements. 150 maisons ont été incendiées parmi lesquelles, des églises et écoles.

Haut-Katanga : les policiers « déserteurs » irrégulièrement installés à Lubumbashi appelés à s'identifier. Le gouverneur du Haut-Katanga, lors de la conférence interprovinciale entre les provinces du grand Katanga et celles du grand Kasai, avait annoncé que plus de 700 policiers venus de l'espace grand Kasai séjournait irrégulièrement dans le grand Katanga.

Nord-Kivu : deux militaires blessés par des présumés miliciens à Issale. Une dizaine de militaires en patrouilles est tombée dans une embuscade tendue par un groupe de présumés Mai-Mai. Les militaires étaient non loin d'un ancien campement des Fardc. L'armée est donc intervenue avec force, jusqu'à prendre le dessus sur l'ennemi.

Beni : le personnel de la prison centrale formé aux méthodes d'intervention en cas de mutinerie. Ils ont aussi appris comment récupérer un otage à l'intérieur de la prison et ont aussi répété les gestes appropriés pour maîtriser un détenu violent, tout en respectant son intégrité et ses droits. Cette formation qui a duré cinq jours a bénéficié de l'appui de l'administration pénitentiaire de la Monusco.

Rutshuru : reprise des combats entre M23 et Fardc à Nyarubara et Runyoni, du groupement de Jomba. Des tirs nourris sont entendus dans cette zone qui reste quasiment vidée de sa population civile. Le matin, le mouvement du M23 avait déjà émis un communiqué accusant les Fardc de se déployer sur la ligne de front, depuis mercredi.

Nord-Kivu : des experts proposent la sécurisation des concessions forestières des communautés locales. Ils ont donné cet avis à Goma, à l'issue d'un atelier de consultation provinciale qui a statué sur le projet de modification de la loi foncière de 1973 en RDC. « Puisque les droits fonciers sont des matières concurrentes entre les pouvoirs central et provincial, à travers la loi de modification qui est proposées, on va poser les bases pour une protection des terres des communautés locales, mais nous avons également un pays à vocation agricole et industriel. Il faut donc concilier cette protection de petits paysans avec la vocation agroindustrielle en RDC ».

Kwilu : les députés provinciaux sèchent les plénières. Certains sont absents de la ville de Bandundu. D'autres se retrouvent dans leurs circonscriptions électorales, d'autres encore à Kinshasa pour des fins propres, tout en déplorant l'absence de ceux qui se retrouvent à Bandundu mais qui refusent de siéger, par mauvaise foi. Cette situation ne permet pas d'atteindre le quorum pour arrêter des décisions dans l'assemblée provinciale.

Ituri : l'armée neutralise trois présumés ADF et libère 18 otages à Irumu, au cours des opérations contre ce groupe armé dans les villages Bawanja et Bamande sur la RN 4 au sud du territoire d'Irumu (Ituri). Pendant leur fuite, ces rebelles ont incendié cinq maisons de civils et se sont livrés au pillage des biens de la population.

Sud-Kivu : 195 cas de rougeole comptabilisés à Shabunda, dans les centres hospitaliers de Kikamba et le centre hospitalier de Matili. Il annonce également deux cas de poliomyélite déjà confirmés, et un troisième cas en étude.

Butembo : 3 détenus meurent de faim à la prison centrale de Kakwangura, L'aumônier de cette maison carcérale, indique que le stock fourni par le gouvernement provincial est épuisé depuis la semaine dernière. Les détenus mangent deux fois par semaine, sur base d'assistance des églises et autres bienfaiteurs.

Vendredi 20 mai.

La RDC dotée de huit usines de production d'oxygène. Ces industries ont été financées par la Banque mondiale à hauteur de 3,2 millions USD. Ces usines sont logées dans des conteneurs de 40 pieds. Elles ont la capacité de production, d'une cinquantaine de bouteilles de 50 litres d'oxygènes par jour ». La BM, a indiqué que Kinshasa bénéficiera d'une usine et les autres seront envoyées dans les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu, Kongo-Central et Haut-Katanga. Ces usines vont aider à renforcer la lutte contre la COVID-19 et d'autres pathologies.

Un ancien combattant de la seconde guerre mondiale appelle au patriotisme pour la pacification de l'Est du pays. « Les Congolais sont très intelligents mais ils ne s'aiment pas les uns, les autres. Ceux qui sèment les troubles dans l'Est de la RDC sont des Congolais et non des ennemis. Ils n'aiment pas le Congo, ni leurs frères. Qu'ils renoncent à la guerre, cela n'en vaut pas la peine », a conseillé cet ancien combattant de la seconde guerre mondiale (1940-1945). Ce soldat de la Force publique, le caporal Albert Kunyuku Ngoma, a lancé cet appel, il y a une semaine, en marge de son centenaire, célébré ce vendredi 20 mai, à Kinshasa.

Ituri : l'hôpital de Mongwalu éprouve des difficultés pour soigner les malades, parmi lesquels des personnes déplacées, indique le médecin directeur de cette structure médicale, docteur Didier Payi. D'une capacité d'accueil de 150 lits, l'hôpital général de référence de Mongwalu a été construit en 1938. Aujourd'hui, il peine à prendre en charge correctement les nombreux malades qui y affluent. « Nous n'avons pas de matériels d'imagerie notamment l'échographie ou encore la radiographie. Ce qui ne permet pas de soigner les patients dont les cas nécessitent des interventions avec des équipements adaptés ». Mongwalu héberge actuellement quelque vingt mille déplacés. Il s'agit des personnes en provenance des entités périphériques où opèrent des miliciens des différents groupes armés. Ces malades sont insolvables. Ce qui constitue une perte pour l'hôpital qui ne recouvre pas ses factures.

Mbandaka : de la visite du pape Francois, les fidèles catholiques attendent le processus de canonisation de Bakanja. Dans tous les diocèses il y a des collectes de fonds, conformément à la lettre du président de la Cenco, pour permettre au comité organisateur de bien préparer la visite du Pape.

Mbuji-Mayi : hausse des prix des produits de première nécessité. Certains revendeurs du grand-marché Bakua Dianga attribuent cette surchauffe à l'instabilité des prix à l'achat des marchandises. Un tenancier d'une boutique, est d'avis que cette augmentation des prix est due à rupture de stocks des produits. La FEC, propose l'amélioration des circuits d'approvisionnements pour inonder le marché et stabiliser les prix des produits : les routes se retrouvent dans un mauvais état et la SNCC connaît des difficultés d'ordre matériel, financier. Elle n'a pas des fonds pour lui permettre de faire face aux besoins, aux pièces de rechanges, les voies sont vétustes ».

Pénurie de carburant : les sociétés pétrolières privées appellent le gouvernement à trouver un nouveau circuit d'approvisionnement. Le président de cette corporation, a lancé cet appel pour amener l'Etat à faire face à la pénurie de kérosène, observée dans la plupart des compagnies aériennes de la RDC. Il a attribué la rareté de ce produit à la guerre russo-ukrainienne. Le ministre des Hydrocarbures, assure que le gouvernement a déjà passé la commande de carburant et les bateaux arriveront bientôt au pays.

Nord-Kivu : les Fardc accusent le M23 de violation du cessez-le-feu. Le porte-parole des opérations Sokola 2, reproche à ce mouvement rebelle d'avoir attaqué une patrouille des Fardc vers leur position de Kabasanza, dans le groupement Jomba. Cette nouvelle attaque corrobore l'annonce faite, la veille, par ce mouvement rebelle de relancer les hostilités. Des allégations que rejette le M23 qui accuse les Fardc d'avoir attaqué ses positions.

La spoliation de terre à la base des conflits coutumiers au Grand Katanga « La spoliation de terre dans certaines provinces du grand Katanga par des ONG n'est pas de nature à favoriser l'unité des fils et des filles du Grand Katanga », ont reconnu les participants au forum sur l'unité et la paix de l'espace Grand Katanga, lors de la clôture, des travaux en atelier. D'autres points ont été abordés : l'entreprenariat féminin doit être encouragé pour l'autonomisation des femmes. Ces dernières voudraient être soutenues à travers les différentes initiatives mises en place par le pouvoir public dans l'espace grand Katanga. Le numérique a eu aussi toute sa place dans ce forum. **Forum inter katangais : les jeunes invitent les participants à privilégier l'intérêt régional.** Le président de cette organisation citoyenne a fait cette recommandation, le 19 mai. Il a également fait savoir que le développement recherché ne profitera pas seulement aux politiques mais à toute la population de l'espace Katanga. Ouvertes mardi 17 mai, ces assises vont se clôturer ce dimanche 22 mai, à Lubumbashi.

Beni : les autorités et la société civile s'engagent à barrer la route à la désinformation et à l'intox. Les autorités civiles et militaires et les membres de la société civile de Beni (Nord-Kivu), se sont décidés à l'issue de leur participation à un atelier organisé par Pole Institute avec l'appui financier de la Monusco sur le dialogue et la paix. Au cours de cet atelier, les participants ont fait le constat selon lequel la « désinformation, les intox via les réseaux sociaux et des mauvaises communications sont des maux qui rongent les communautés, et mettent à mal la cohabitation entre la population et les militaires dans les zones opérationnelles, en l'occurrence celle de Beni ». « Nous devons nous comprendre : l'armée doit écouter la population et répondre dans un cadre bien donné », a conclu le porte-parole de l'armée dans la région de Beni.

Bukavu : renforcement du dispositif sécuritaire aux ports le long du lac Kivu. Au principal port privé pour canots rapides de Bukavu, le portail qui donne accès à l'enceinte du port est désormais fermé. Tous les véhicules stationnent à l'extérieur et les entrées sont filtrées. Ce dispositif sécuritaire fait suite à la récente communication de l'ambassade américaine sur le risque d'une attaque terroriste dans un bateau sur le lac Kivu.

Ituri : les chefs miliciens engagés à participer au 2^e round des consultations de Nairobi. Les groupes armés de l'Ituri ayant donné leur accord sont : la FPIC, l'ARDPC/CODECO, la FDBC et la FRPI. Ils affirment avoir démontré « leur bonne foi pour la recherche de la paix en Ituri », notamment en signant un acte unilatéral d'engagement pour la cessation des hostilités et en mobilisant leurs troupes pour le pré-cantonement. Parmi les groupes armés actifs en Ituri, l'URDPC/CODECO n'a pas encore répondu à l'appel du chef de l'Etat. De son côté, l'équipe de la présidence de la République a invité ces groupes armés à déposer les armes sans conditions.

Développement de 145 territoires : le chef de l'Etat sollicite l'appui des sénateurs. Ce programme vise notamment à moderniser les territoires de la RDC et enclencher le développement du pays à partir de la base. Ils ont, en outre, échangé sur la situation de l'état de siège, en vigueur au Nord-Kivu et en Ituri.

Irumu : 6 morts et des disparues dans une attaque des présumés ADF à Kazaroho. Arrivés à Kazaroho, les conducteurs de motos, qui transportaient du cacao, ont été attaqués par ces rebelles, "qui les ont arrosés de coups de feu." Bilan : six personnes ont été tuées et six autres enlevées ainsi que dix motos incendiées, Avant de se retirer, ils ont mis le feu à dix maisons.

Examen d'Etat : la NSCC accuse des préfets d'écoles de Lukala de majorer les frais de participation. La Nouvelle société civile congolaise révèle que ces chefs d'établissements scolaires exigeraient la somme de 10.000 voire 15.000 FC aux candidats, laissant entendre que cet argent servirait à la prise en charge des inspecteurs ainsi que des membres du jury durant la passation des examens d'Etat. Le directeur de la province éducationnelle Kongo central 2, a demandé aux parents de dénoncer tout préfet d'école qui s'illustrerait dans une telle pratique.

Nord-Kivu : les Fardc quittent leurs positions à Ikobo. Une panique générale est signalée, ce 20 mai dans au moins quatre villages du groupement Ikobo, dans le territoire de Walikale. D'après un notable local, les militaires auraient reçu l'ordre de rejoindre leur régiment basé à Bambu, dans le territoire de Rutshuru. Il dit craindre la réoccupation de ces villages par les groupes armés, qui risquent de s'affronter pour en avoir le contrôle.

Beni : la fondation "Virunga" organise une exposition artistique sur les forêts du Kivu. Il s'agit d'une exposition en images, une exposition des tableaux de plusieurs forêts du Nord-Kivu, qui a pour but d'éduquer la communauté et de lui faire découvrir différentes forêts du Kivu ainsi que de mode de vie des gens qui sont autour.

Nord-Kivu : 3600 écoliers passent des tests préparatoires aux épreuves nationales. Pendant deux jours, ces élèves regroupés dans une dizaine de centres à travers la ville, ont été soumis à cet exercice afin que le jour J, ils puissent s'en sortir sans difficultés. C'est l'Association nationale des écoles privées agréées / Nord-Kivu qui organise ce test préparatoire en faveur des élèves de ses écoles membres.

Nord-Kivu : libération de 2 agents de l'ONG RESCUE, kidnappés depuis le 11 mai à Luhonga. Ces victimes, fatigués provenaient du Parc national des Virunga, où ils avaient été gardés par leurs ravisseurs, selon leurs propres témoignages. Elles ont eu la vie sauve lors d'un échange des tirs entre leurs ravisseurs et les présumés FDLR, dans le parc national des Virunga.

Ebola à Mbandaka : décès d'un 4e cas confirmé, ce 20 mai. Il s'agit du quatrième enregistré depuis le déclenchement de l'épidémie le 21 avril dernier. Les sources médicales affirment que la victime était un enfant de 12 ans, dans l'aire de santé Maman Balako. Depuis le 14 mai, il développait des symptômes d'Ebola, dont la fièvre, la fatigue, les vomissements noirâtres. Durant cinq jours, il a été soigné à domicile, jusqu'au jeudi 19 mai; date à laquelle il a été acheminé dans un centre médical, au quartier Mbandaka II. Les résultats d'analyse des prélèvements effectués le même jour sur l'enfant, se sont révélés positifs à la maladie du virus Ebola. La famille a opposé une résistance et ramené l'enfant à la maison jeudi soir, où il a rendu l'âme ce vendredi avant-midi. Les équipes de riposte se préparent à une décontamination de différents lieux, par où est passé l'enfant décédé. Elles sollicitent la coopération des populations autour du cas et dans l'aire de santé concernée.

Samedi 21 mai.

Félix Tshisekedi attendu ce samedi à Bujumbura, pour une visite officielle de 72 heures. Félix Tshisekedi devra avoir un tête-à-tête avec Evariste Ndayimiye, au Palais présidentiel de Gitega. Ensuite, les deux chefs d'Etat visiteront deux domaines agricoles dans les provinces burundaises. Lors de la visite officielle du président Evariste Ndayishimiye à Kinshasa en 2021, les deux chefs d'Etat avaient signé deux mémorandums d'entente sur la construction d'un chemin de fer devant relier Bujumbura à Kindu, en passant par Bukavu et Kamituga.

L'Assemblée nationale autorise une énième prorogation de l'Etat de siège en Ituri et Nord-Kivu. Sur 337 députés nationaux présents à cette plénière, 326 ont voté pour le projet de loi, portant autorisation de la prorogation de l'état de siège, présentée par la ministre de la Justice. Selon elle, une évaluation a démontré que, beaucoup reste encore à faire pour la sécurité de cette partie du territoire national. D'où, les forces de défense et de sécurité doivent poursuivre leur mission d'endiguer les forces négatives, soutient la ministre de la Justice.

Tshopo : après un accord avec Unikis, Camekis va fournir des médicaments aux Cliniques universitaires. « Notre conseil d'administration a décidé de donner des médicaments à crédit à l'Université de Kisangani pour témoigner de notre attachement aux valeurs sociales et humanitaires qui guident nos actions afin que la population puisse bénéficier des soins appropriés » a expliqué le président du Conseil d'administration de la Centrale d'achat des médicaments essentiels de Kisangani. Pour sa part, le recteur de l'Unikis, a salué la promptitude avec laquelle la Camekis a accédé à sa demande.

Nord-Kivu : 30 millions d'abeilles détruites et 4 apiculteurs tués par les milices en 2021. L'ingénieur-apiculteur, Alphonse Paluku a fait savoir que la destruction de ces insectes représente un vide écosystémique considérable au regard du rôle qu'ils jouent dans l'environnement. « Les abeilles jouent le rôle de la pollinisation des plantes et c'est dans le processus de formation de la graine et du fruit que l'abeille intervient à 85 % ». Il révèle que la destruction des abeilles peut également occasionner une baisse de la production agricole. Les apiculteurs du Nord-Kivu ont célébré, à Goma, la journée mondiale de l'abeille sous le thème : « Abeille, grande cause nationale ».

Maniema : Hubert Kishabongo confirmé gouverneur de province. Elu le 6 mai courant, il est confirmé gouverneur du Maniema, le 20 mai, par la Cour d'appel du Maniema qui a rendu ce verdict, après les requêtes en contestation des résultats provisoires de l'élection du gouverneur, introduites par trois candidats malheureux.

Kindu : 4 décès recensés dans la prison centrale, en 5 mois. « Les détenus suivent les soins médicaux mais, les soins ne sont pas à la hauteur. Quand il y a un cas grave, la prison le transfère à l'hôpital général. Mais l'hôpital ne le prend pas en charge. Il faut que la famille du détenu supporte les soins médicaux. Si le détenu n'a pas de famille, il est maintenu sur son lit d'hôpital sans soins. S'il a la chance, il s'en sort vivant, sinon il meurt » spécifie le directeur de la prison. Il en appelle à l'intervention des autorités provinciales du Maniema.

Nord-Kivu : environ 500 familles de déplacés en situations difficile à Bunagana, à la frontière entre la RDC et l'Ouganda, en territoire de Rutshuru. Ces familles manquent de tout, après avoir fui les hostilités entre le M23 et les Fardc, dans les villages Runyonyi, Chanzu et les environs. « Depuis que nous sommes à Bunagana, nous n'avons reçu aucune visite de nos autorités, ni aucune assistance de leur part. Nous n'avons pas accès aux soins médicaux. On n'a pas de médicaments, même quand nous allons dans les centres de santé on n'en trouve pas ».

Beni : les Fardc s'affrontent aux rebelles ADF à Bolema. La société civile explique que ces rebelles ADF, venus du parc national des Virunga, ont tenté de se ravitailler en nourritures dans les champs de la population. C'est alors qu'ils ont croisé des Fardc qui étaient en patrouille de combat dans la région. La société civile appelle les autorités provinciales à renforcer la sécurité en vue de protéger les civils contre les attaques de ces rebelles.

Kwilu : adoption du calendrier de la session de mars à l'Assemblée provinciale. Parmi les matières retenues dans ce calendrier, le rapporteur cite le contrôle des fonds d'investissement reçu du gouvernement central pour les infrastructures sociales, le contrôle de la Direction générale des recettes du Kwilu (DGREK), les fonds alloués par le Fonds national d'entretien routier (FONER) à l'Office des routes, à l'Office des voiries et drainage (OVD) et à l'Office des Voies de Desserte Agricole (OVDA) pour les travaux des voiries et routiers à travers la province.

Lomami : le directeur de la prison de Lubao aux arrêts pour complicité d'évasion. Le substitut du procureur de la République lie cette arrestation aux multiples cas d'évasions spectaculaires enregistrées dans cette prison. Le dernier cas remonte au 17 mai courant, où un groupe de présumés voleurs s'est évadé de la prison de Lubao. Cependant aucune trace des destructions n'a été visible, ni sur les murs ni à la porte de la prison. C'est ainsi que le directeur de la prison de Lubao ainsi que les policiers commis à la garde de cette maison carcérale, le jour de l'incident, ont été interpellés et placés en détention.

Ituri : les leaders communautaires s'engagent à sensibiliser les groupes armés. Elles ont pris cet engagement au cours d'une rencontre le 20 mai avec la délégation conjointe : présidence de la RDC - Ambassade du Kenya en RDC. Les leaders communautaires Bira et Lendu ont réitéré leur collaboration avec le gouvernement pour la recherche de la paix en Ituri en sensibilisant les miliciens de la FPIC et de la Codeco. Mais sous réserve que l'approche soit globale pour la reddition de toutes les milices actives en Ituri. Cependant, ces communautés nient leur responsabilité dans la création de ces milices. D'autres communautés, qui se disent victimes des atrocités de ces groupes armés, demandent au gouvernement de recourir à l'usage de la force pour imposer la paix. **Le Kenya appelle à « mettre fin au cycle des violences » à Beni**. « Dialoguez, déposez les armes pour mettre fin au cycle des violences dans la région », a affirmé, le 21 mai à Beni (Nord-Kivu), l'ambassadeur kenyan en RDC à la sortie de la consultation entre les représentants des groupes armés actifs dans la région de Beni, les leaders de la communauté Nande ainsi que la délégation de la présidence de la RDC. Pour lui, le cycle de violences doit cesser quand toutes les parties parleront un même langage, le langage de la paix. Le Kenya a abrité récemment les consultations entre les groupes armés locaux et la présidence de la RDC. La tournée de la délégation conjointe : présidence de la RDC - Ambassade du Kenya en RDC s'inscrit dans le cadre des préparatifs du second round de ces consultations.

Le Sénat désigne Louis Mbonga Magalu juge à la Cour Constitutionnelle. Selon la Constitution, sur les neuf juges qui composent la Cour constitutionnelle, trois proviennent du Parlement. Actuellement, les Juges Bokona Wipa et Corneille Wasenga, qui siègent à cette Haute Cour pour le compte Parlement, avaient été désignés par l'Assemblée nationale. Louis Mbonga, désigné par le Sénat, va ainsi combler le vide sur le quota du Parlement.

Le dernier ex-combattant de la 2e guerre mondiale célèbre ses 100 ans. Ce samedi a été un jour exceptionnel pour le caporal Albert Kunyuku Ngoma, qui a laissé couler les larmes de joie. Habitué à un cercle restreint, l'ancien combattant centenaire a été honoré par la présence du ministre de la Défense nationale accompagné de près d'une centaine des personnes venues marcher à ses côtés. Il a exprimé sa gratitude envers tous les participants à la manifestation. Albert Kunyuku est le seul ancien combattant de la seconde guerre mondiale encore vivant en RDC.

Arrivée de Félix Tshisekedi au Burundi. Le Président Félix Antoine Tshisekedi est arrivé ce samedi 21 mai après-midi à Bujumbura, au Burundi, avec son épouse Denise Nyakeru. Le chef de l'Etat congolais devra passer trois jours dans la capitale économique Bujumbura ainsi que dans la capitale politique Gitega pour rencontrer son homologue burundais Evariste Ndashimiye.

Dimanche 22 mai.

Kinshasa et Bujumbura « déterminés » à pacifier leurs frontières communes, longues de 600 kms. Félix Tshisekedi et son épouse sont arrivés à Bujumbura pour une mission officielle de 72 h. Ils ont été accueillis par 21 coups de canons en signe d'honneur à leur entrée au palais présidentiel du Burundi. Les Présidents Tshisekedi et Ndayishimiye ont planté deux arbres dans le jardin présidentiel, un rituel réservé aux hôtes de marque pour symboliser le raffermissement des liens d'amitié. Le renforcement des relations d'amitié et de coopération est le thème de cette visite, la première depuis l'accession du président Tshisekedi à la magistrature suprême.

L'Assemblée nationale prépare une fraude électorale « à grande échelle », dénonce Delly Sessanga. « La loi électorale a été proposée pour avoir des élections transparentes sur le droit du peuple à se choisir des dirigeants (...) Aujourd'hui, ce qui est orchestré à l'Assemblée nationale prépare une fraude à grande échelle et il faut qu'on sensibilise la population pour qu'elle comprenne qu'elle a une part d'action à prendre pour que cette loi ne soit pas adoptée dans la forme où on veut faire de la fraude le cadre de l'organisation des élections de 2023 », a déploré le président du parti politique Envol. Il invite la population à réclamer la publication des résultats des élections 2023, bureau de vote par bureau de vote.

Des lois sur la protection de la femme ne sont pas appliquées, déplore l'AFEM. La présidente de l'Association des femmes des médias (AFEM), a dénoncé cette situation le 21 mai dans une interview « Contrairement à d'autres pays, nous avons sur le plan législatif, des lois qui protègent la femme. Mais qui ne sont pas appliquées, ne sont pas obligatoires, ne s'imposent pas. On dirait que ce sont des simples expressions de bonne volonté », se désole Caddy Adzuba, qui a pris part aux assises de Madrid pour le compte de la RDC. Des femmes leaders d'Afrique et d'Amérique latine ont réfléchi du 19 au 20 mai à Madrid en Espagne sur la résolution 1325 de l'ONU, à l'occasion d'un haut sommet sur le leadership politique organisé par la présidente de la Cour constitutionnelle d'Espagne.

Félix Tshisekedi recommande le lancement de la production nationale du bitume. Le bitume est un composant important dans le revêtement des axes routiers. D'où le regret de Félix Tshisekedi de voir que la Société congolaise des industries de raffinage (SOCIR), qui a reçu du gouvernement une unité de production de bitume n'enregistre à ce jour aucune production. De ce fait, Félix Tshisekedi a instruit le ministre du Portefeuille, de mettre en place une commission spéciale chargée de dresser l'état des lieux et d'élaborer le plan de relance de la SOCIR. En ce qui concerne l'industrie, le compte-rendu du Conseil des ministres évoque également le souhait de Président de la République de voir la Zone Economique Spéciale de Maluku s'élargir, par insertion de la Société Sidérurgique (SOSIDER). Félix Tshisekedi a rappelé le vœu émis en avril dernier, par un investisseur africain, de travailler avec le gouvernement pour la relance des activités de la SOSIDER pour la production de l'acier.

Julien Paluku salue les travaux de construction de la zone économique de Maluku. Le ministre de l'Industrie, a effectué le 21 mai une visite d'inspection des travaux de construction de la Zone économique spéciale pilote de Maluku dans l'Est de Kinshasa. Il s'agit précisément de traçage et de forage exécutés par la société chinoise Ceramic, spécialisée dans la production des matériaux de construction dont les carreaux. Pendant cette visite d'inspection, les sociétés Vurun Beverage /Pepsi et Unique Pharma ont également déroulé devant le ministre Julien Paluku leurs plans respectifs pour débiter avec les travaux d'installation de leurs usines. Le ministre de l'Industrie se dit satisfait de voir que quatorze jours après la signature du contrat d'occupation des parcelles, l'entreprise a commencé les travaux.

Pourparlers de Nairobi : début des consultations des groupes armés et leaders communautaires. Les représentants des communautés tribales du Sud-Kivu sont les premières à être consultées par la délégation mixte présidence de la RDC-Ambassade du Kenya, arrivée à Bukavu à la mi-journée du 22 mai. Il s'agit notamment des Banyamulenge, Bafuliro, Bavira, Bembe, Rega, Banyindu, Batembo, Hutu, et d'autres encore. Ces communautés regorgent les groupes armés congolais actifs dans la partie Nord du Sud Kivu en territoire de Kalehe, ainsi que dans la partie Sud en territoires de Fizi, Mwenga et Uvira. Ensuite viendra le tour des consultations directes avec les représentants des groupes armés du Sud-Kivu, du Maniema et de Tanganyika. Les travaux de Bukavu qui se déroulent au quartier général de la MONUSCO se clôturent le mardi 24 mai 2022.

Beni : sept présumés rebelles ADF tués dans des affrontements avec les Fardc, samedi 21 mai au village Mabono et Bahatsa dans le secteur de Ruwenzori dans le territoire de Beni. Le porte-parole des Fardc indique que deux militaires sont également tués et précise que les cultivateurs qui étaient dans leurs champs dans la zone des affrontements ont été protégés par les Fardc. Par ailleurs, trois voitures sont tombées dans une embuscade d'hommes armés samedi soir à Karuruma. Selon le chef du groupement, Mbusa, ces voitures provenaient de Kasindi en direction de Butembo. Il indique que les chauffeurs ainsi que tous les passagers ont été enlevés par ces assaillants non encore identifiés.

Nord-Kivu: des champs de Watalinga envahis par les groupes armés. Selon la société civile de Watalinga, depuis les menaces des groupes armés notamment les ADF dans cette entité, toutes les agglomérations où se situent leurs grands champs sont envahies par des groupes armés. Du coup, la population se concentre à cultiver de petits champs proches de leurs maisons car elle ne parvient pas à accéder à ses grands champs. L'armée assure que les opérations militaires sont en cours dans cette région et plusieurs agglomérations qui jadis étaient sous occupation de ces groupes armés sont désormais contrôlées par les Fardc.

Attaque des ADF à Irumu : le bilan revu à 11 morts. Cinq nouveaux corps sans vie ont été retrouvés le 21 mai par la population dans les villages Apakolo et Pakanza (Ituri), à une dizaine de kms de la RN4 en direction de Beni au Nord-Kivu. Cette découverte porte à onze, le nombre de civils tués en l'espace de 2 jours dans cette zone par les rebelles des ADF. Parmi les victimes figurent quatre acheteurs de cacao, abattus à Kazaroho, une entité voisine.

Kasaï-Oriental : lancement de l'opération d'assainissement « Mbuji-Mayi Mankenda », (Mbuji-Mayi propre). Ce projet sera implémenté par l'entreprise Mupka DD SARL, qui a gagné le marché auprès de l'Agence belge de développement (ENABEL) dans le cadre de son programme Education et Eau. Pour mettre en œuvre ce projet, le directeur général de l'entreprise Mupka DD SARL affirme que plus de cent quarante ménages ont reçu des toilettes hygiéniques portables dans lesquelles les matières fécales seront récoltées dans le but de produire de l'énergie bio gaz et de bio fertilisants. Ces biogaz vont alimenter en électricité des dizaines de ménages pour limiter la déforestation et améliorer les conditions hygiéniques de la ville de Mbuji-Mayi. Cette innovation du programme Education et Eau de l'Agence belge de développement, à travers l'incubateur du Kasaï-Oriental, a pour but de promouvoir la réinsertion socio-professionnelle en soutenant les projets des jeunes entrepreneurs.

Lubumbashi : poignée de main entre Joseph Kabila et Moïse Katumbi. Le forum sur l'unité et la réconciliation des Katangais s'est clôturé dimanche 22 mai à Lubumbashi. La cérémonie de clôture a été marquée par notamment la poignée de main entre l'ancien président de la République, Joseph Kabila, et l'ancien gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi. Ce geste, très applaudi par toute l'assistance, est intervenu après la « messe de réconciliation » célébrée par l'archevêque métropolitain de Lubumbashi, Mgr Fulgence Muteba. Ce geste de réconciliation a été suivi de la lecture des recommandations du forum.

Nouveaux combats entre l'armée et la rébellion du M23 à Rutshuru. De nouveaux combats ont été signalés ce 22 mai matin dans la zone de Shanghi, près la colline de Runyonyi dans le groupement de Jomba, territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). L'armée congolaise, appuyée par les troupes de la Monusco, a repoussé une attaque des rebelles du M23, selon les sources onusiennes. Le bilan officiel de ces affrontements n'est cependant pas connu.

Ituri : 3 morts lors d'une attaque de la milice Codeco à Djugu. Trois personnes ont été tuées, dont un policier et une dizaine de maisons incendiées au cours d'une nouvelle incursion ce 22 mai des éléments de la milice Codeco dans le village Abombi, dans le territoire de Djugu (Ituri).

Suspension de la grève des enseignants des écoles primaires du secteur public. Selon le syndicat, la reprise a été décidée pour essayer de sauver l'année scolaire en cours et accorder un peu de temps au gouvernement à réaliser ses promesses faites lors de la rencontre le 18 mai dernier à Kinshasa, entre le comité national de ce syndicat et les autorités de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST). « Après la dernière rencontre avec les autorités de l'EPST, il a été convenu ce qui suit : la paie de 70.253 camarades Nouvelles unités, dès ce mois de mai, uniformiser la prime de gratuite à la hauteur de 200. 000 FC à partir du mois de juillet 2022, octroyer les 2e et 3e paliers de l'enveloppe salariale des enseignants avant la clôture de l'année scolaire 2021 – 2022 ».

Lundi 23 mai.

Bintou Keita condamne l'attaque du M23 contre les Fardc et la Monusco. Après avoir attaqué les positions Fardc, les rebelles du M23 ont délibérément ciblé les Casques bleus de la Monusco en position dans la zone, « qui ont riposté conformément à leur mandat. » Bintou Keita déplore les nouveaux déplacements de populations civiles à la suite à ces affrontements. Elle annonce qu'une évaluation des conséquences de cette attaque et des besoins humanitaires est en cours, en coordination avec les agences, fonds et programmes concernés.

Un élu du Nord-Kivu propose l'état d'urgence sécuritaire en remplacement de l'état de siège. Il a fait cette proposition lors de la plénière de l'Assemblée nationale qui a voté une énième prorogation de l'état de siège dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu. « En lieu et place de l'état de siège, je propose la restauration de l'autorité civile, mais cela doit être accompagné par le renforcement des prérogatives des compétences du

commandant région militaire, en vue de restaurer l'unité de commandement et renforcer les moyens de renseignement militaire et du renseignement civil ». En effet, le président de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso avait invité les députés nationaux, à préparer une proposition de loi capable d'apporter la paix dans l'Est du pays, en lieu et place de l'état de siège. Cette position devrait être présentée à la table ronde vers mi-juin prochain.

Examen d'Etat en RDC : début lundi 23 mai de l'épreuve de la dissertation. Neuf cent dix mille candidats sont attendus à ces examens préliminaires de l'Examen d'Etat en RDC. Pour l'inspecteur général intérimaire au ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST), tout est prêt pour que cette épreuve se déroule dans les bonnes conditions, même dans les zones affectées par l'insécurité des groupes armés. **Examen d'Etat 2022 : 50% de filles inscrites aux épreuves hors session en Ituri.** Plus de 12 000 candidats dont un peu plus de 6 000 filles participent, depuis ce lundi 23 mai, aux épreuves hors session de l'examen d'Etat 2022, en Ituri. Ces examens s'ouvrent pendant que plusieurs écoles sont fermées depuis quelques mois, en territoires de Djugu et Irumu, à cause des exactions des ADF et des miliciens de la Codeco. Cette situation a obligé les autorités scolaires de cette contrée à délocaliser certains centres de passation de ces épreuves, à Bunia, à Komanda et à Nizi.

Examen d'Etat 2022 à Beni : les centres du secteur de Mbau rouverts, deux ans après leur fermeture. Ces centres du Nord-Kivu ont été fermés depuis 2020 à la suite de l'insécurité. Les épreuves de la dissertation ont démarré sur l'ensemble du territoire de la RDC. Plus de 900 000 candidats sont attendus à ce test. **Mbuji-Mayi : un leader kasaïen paie les frais de participation des finalistes aux épreuves hors session.** Depuis bientôt deux ans, ce jeune leader octroie des bourses aux élèves finalistes du secondaire ainsi qu'aux étudiants de Mbuji-Mayi qui se distinguent par rapport aux autres. **EPST Kwilu 1 : 15.410 finalistes du secondaire participent aux épreuves hors session de l'Examen d'Etat.** Selon les listes officielles, cette année, l'EPST Kwilu 1 a enregistré au total 15 410 finalistes, dont 8.600 garçons et 6.810 filles. La province éducationnelle du Kwilu organise pour ces épreuves dans 63 centres d'examen: 15 dans la ville de Bandundu, 38 dans le territoire de Bagata, et 10 dans une partie du territoire de Bulungu. 19 options et deux options pour le jury national de cycle court sont organisées pour ces épreuves.

Les chefs d'Etat burundais et congolais appelés à faciliter les échanges commerciaux entre leurs pays. Les commerçants exerçant les activités entre le Burundi et la RDC, ont invité les deux chefs d'Etat à faciliter les échanges commerciaux entre leurs pays. Ils plaident pour la baisse ou la suppression des frais du test Covid-19 à la frontière de Gatumba (Burundi) et que la route du côté congolais entre Kavimvira et Kamanyola soit réhabilitée. **Félix Tshisekedi : « Nous voyons en la République du Burundi un partenaire fidèle ».** Le président de la RDC, a regagné Kinshasa lundi 23 mai après sa visite de trois jours, au Burundi. Il a salué l'appui du Burundi aux efforts de paix en RDC, lors d'un point de presse tenu à l'aéroport international Melchior Ndadaye de Bujumbura avec son homologue burundais, Evariste Ndahishimiye. Le président du Burundi de son côté a promis d'aider la RDC dans la restauration de la paix dans sa partie Est.

Sud-Kivu : des leaders communautaires s'engagent à sensibiliser les groupes armés au désarmement. Pendant plus de quatre heures, la délégation conjointe, présidence de la RDC et l'Ambassade du Kenya s'est entretenue avec le Barza intercommunautaire du Sud Kivu. Cette structure regorge en son sein, les représentants de plus de 15 communautés tribales qui renferment les groupes armés. Le mandataire du chef de l'Etat leur a passé le message qui veut que tous les groupes armés soient démobilisés sans condition aucune. **Sud-Kivu : des chefs miliciens favorables à leur démobilisation et réinsertion communautaire.** Ils l'ont exprimé le 23 mai lors des consultations qui sont menées à Bukavu par la délégation mixte de la présidence de la RDC et l'Ambassade du Kenya. Le premier groupe de seigneurs de guerre, qui a été reçu lundi, était constitué de ceux qui venaient de déposer les armes grâce au programme DDR de la Monusco. La plupart de ces groupes armés locaux affirment avoir pris les armes pour l'autodéfense contre l'agression extérieure. La suite et fin de ces consultations au Sud-Kivu a concerné les groupes armés des hauts et moyens plateaux de Fizi et Uvira.

Nord-Kivu : intensification des combats entre FARDC et M23 à Jomba. Après de violents combats du 22 mai, des détonations d'armes lourdes et légères ont été entendues tôt ce 23 mai, sur les collines surplombant Bunagana, vers la localité de Ruginga, au sud-est de Bunagana, à la frontière entre la RDC et l'Ouganda. Les forces de la Monusco interviennent aux côtés des Fardc pour repousser une tentative d'avancée des rebelles M23 vers d'autres localités des groupements voisins de Bweza et Kisigari. La situation reste sous contrôle des Fardc.

Ituri : 7 morts dans une attaque de la milice Codeco, dans trois villages lacustres, dans le territoire de Djugu (Ituri). Parmi les villages pris d'assaut par les combattants de la Codeco figurent Bale et Tsunde. Ses occupants qui se rendaient aux champs, ont été surpris par l'attaque des miliciens, et ont rebroussé chemin pour se mettre à l'abri. Dans ces villages, trois personnes ont été tuées par balles et une autre décapitée à la machette. Dans le

village voisin de Tsunde, environ cent maisons ont été incendiées et les toitures enlevées par ces assaillants. Les habitants ont fui vers les entités sécurisées, notamment Fataki, Bule ou Roe. Dans le village Café proche du lac Albert, un autre groupe des combattants de la Codeco a abattu trois civils dont un enfant dans leurs domiciles.

Election au Kongo-Central : Guy Bandu confirmé gouverneur. Après avoir examiné deux requêtes en annulation du deuxième tour de l'élection des gouverneurs et vice- gouverneurs le samedi 21 mai, la cour d'appel du Kongo-Central a confirmé ce 23 mai la victoire de Guy Bandu à ce scrutin. Il devient ainsi le 34^{ème} gouverneur de la province du Kongo-Central.

Mongala : 12 détenus se sont évadés de la prison Mobako de Binga. Trois bandits ont été admis à la prison Mobako de Binga le même samedi. La population avait commencé à les lyncher pour avoir tenté d'assassiner un motard, dont ils voulaient ravir la moto et les marchandises. Les militaires Fardc ont vite réussi à les arrêter et les ont conduits à la prison. C'est alors que ces malfrats ont cassé la prison le même jour et occasionné l'évasion de neuf autres détenus. Les autres causes de cette évasion massive, sont la vétusté même de la prison et les conditions carcérales très déplorables : pas de vivres ainsi que la complicité présumée des policiers commis à la garde.

Isiro : 19 prisonniers transférés à Kisangani. Ce transfèrement a eu lieu le 22 mai par un avion affrété par le gouvernement provincial du Haut-Uele. Leur transfèrement est motivé par le souci du désengorgement de la maison carcérale d'Isiro. Néanmoins, le gouvernement provincial s'active à parachever la construction des prisons d'Isiro et de Watsa, encore en chantier, afin de sédentariser les détenus de cette entité.

Nord-Kivu : carence des poissons à Lubero, à cause de la suspension de la pêche sur le lac Edouard au niveau de Kamandi-Lac. Des éco-gardes du parc national de Virunga y traquent tous les pêcheurs et saisissent leur matériel, rapporte la société civile locale. La pêcherie de Kamandi-lac ne figure pas sur la liste des pêcheries légales définies par l'ICCN et la Coopérative des pêcheries de Virunga. En vue de régler ce problème social, l'administrateur du territoire de Lubero, envisage des échanges avec les autorités de l'ICCN.

Mardi 24 mai.

Kinshasa : difficultés de s'approvisionner dans plusieurs stations-services. Dans une lettre datée du 16 mai, SEP Congo annonçait déjà au gouvernement que le stock de kérosène et de gasoil était au plus bas. La société précisait qu'elle allait rationner pour pouvoir tenir jusqu'à l'arrivée des bateaux apportant cette cargaison précieuse, soit entre le 27 et le 30 mai. Les pétroliers, de leur côté, ont aussi prévenu le Premier ministre, dans une correspondance du 12 mai, qu'à partir du 21 mai, les stations-services arrêteraient de servir après 18 heures pour le même motif. Les entreprises distributrices rappellent aussi au gouvernement l'urgence de liquider les montants qu'il leur doit, soit environ 192 millions USD afin de leur permettre d'acheter des quantités plus importantes.

Des documents parcellaires numérisés disponibles à partir de décembre 2022. Selon le ministre des Affaires foncières ce projet s'inscrit dans le cadre de la réforme de la loi règlementant le secteur foncier en RDC. Il indique qu'un travail d'enquête avait été mené durant deux ans, auprès de la population afin de dégager le document final de politique nationale foncière. Selon lui, la CONAREF devrait donner sa contribution pour le document final de politique nationale foncière « qui est véritablement la boussole pour nous amener vers les normes foncières. »

Insécurité dans l'Est de la RDC : la solution est « politique et économique », estime le général Benoit Chavannat. « La solution n'est pas que militaire. Elle est globale. Puisqu'il s'agit d'aborder la question relative à l'exploitation des ressources nationales. La solution est politique elle est nationale, elle est régionale », a indiqué le commandant adjoint des forces de la Monusco et il ajoute que la Monusco accompagne le gouvernement congolais dans la recherche de la paix.

Nord-Kivu : le M23 attaque des positions des Fardc à Buhuma. Des tirs nourris sont entendus, depuis 3 h du matin de ce 24 mai, dans le groupement de Buhumba, dans le territoire de Nyiragongo au Nord-Kivu. Selon les sources sur place, ce serait une attaque des rebelles M23 qui proviendraient de la frontière avec le Rwanda pour déboucher à Buhumba. Une position Fardc située sur la colline Nyundo, à moins d'un km de la route Goma-Rutshuru, a été prise pour cible, avant que ces rebelles n'attaquent la zone de Kibaya. **Nord-Kivu : l'armée repousse une attaque des rebelles du M23 à Kibumba et Buhumba.** Cette attaque visait l'occupation de la région « très stratégique, puisque proche de la ville de Goma ». Le porte-parole de Sokola 2, indique que « l'ennemi en débandade s'est retranché à l'heure qu'il est, vers le village Gikeri, entre autres, à la frontière avec le

Rwanda ». Pendant ce temps, les groupements de Buhumba et de Kibumba se vident des leurs habitations qui prennent la direction de Rugari, au nord, ou de Kibati, Munigi au sud de Goma, certains déplacés ont pris la direction de Goma. L'axe routier Goma-Kibumba-Rutshuru étant entièrement sous contrôle de l'armée congolaise. **Nord-Kivu : la vie reprend à Bunagana après combats entre Fardc et M23.** Selon des sources locales, les habitants qui fuyaient ces derniers affrontements entre l'armée congolaise et le M23 au sud de Bunagana, retournent progressivement dans la cité. Mais jusqu'ici, des inquiétudes demeurent dans la partie sud-est de Bunagana, qui a été le théâtre des bombardements lundi.

La ministre de l'Emploi plaide pour la couverture sociale universelle pour tout citoyen. Kinshasa abrite du 23 au 24 mai le séminaire technique de l'Association internationale de la sécurité sociale (AISS). Plusieurs pays d'Afrique centrale prennent part à ce forum. Cette rencontre est organisée avec l'appui de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS). Ce forum planche sur la « problématique de l'extension de la couverture sociale aux populations non encore couvertes d'Afrique Centrale. Il vise à améliorer l'accès aux services de sécurité sociale à travers les pays d'Afrique centrale. Il entend également et surtout de mettre fin aux inégalités d'accès à la sécurité sociale auxquelles se heurtent certaines catégories de la population de cette région.

La solution militaire est la plus efficace face à l'insécurité, estime Jacques Djoli. « Et c'est ce que les Fardc et la Monusco sont en train d'administrer aux rebelles du M23 et donc il faut une efficacité et de l'appui comme ça se fait maintenant pour détruire ce groupe armé réfractaire qui a été défait par les Fardc qui se sont réfugiés au Rwanda et en Ouganda et qui s'est refait en force », a-t-il souligné. Il salue aussi l'action diplomatique du Président de la République consistant à mettre chaque état de la sous-région devant ses responsabilités.

Examen d'Etat à Mbandaka : les épreuves hors-session se déroulent sous stricte application des mesures sanitaires. Ces mesures sont prises, en vue de lutter contre l'épidémie à virus Ebola qui sévit dans cette ville. A cet effet, les mesures barrières, dont la distanciation physique, ont été de stricte application. L'Unicef a mis à la disposition des candidats et des encadreurs des lave-mains, du savon liquide et de thermo-flash, dans les 15 centres d'examen d'Etat de la ville et ses environs. Les élèves et tous les agents commis à l'organisation ont-ils été soumis au port obligatoire des cache-nez. La province éducationnelle de l'EPST Equateur a présenté plus de 11 000 candidats aux épreuves hors-session de l'examen d'Etat 2022.

Ituri : un nouveau groupe d'auto-défense actif à Djugu « pour combattre la milice Codeco ». Des sources sécuritaires et coutumières renseignent le 24 mai que des jeunes de ce coin ont pris la résolution de « protéger leurs familles par le moyen des armes, contre les combattants de la Codeco ». Le 18 mai dernier, deux instructeurs, qui seraient tous anciens membres de l'armée ougandaise (UPDF) chargés de la formation de cette milice auraient traversé le Lac Albert avec une cargaison d'armes pour rejoindre ces jeunes armés à Nyamamba.

Suspension des cours à l'Université de Kinshasa. Les manifestants dénoncent, la hausse des frais académiques. Ils revendiquent leur relogement dans les résidences estudiantines, en réfection depuis deux ans, et la mise en circulation des bus Trans-Academia pour leur déplacement. Ils étaient nombreux à manifester ce mardi sur la route de Kindele, l'accès au campus leur étant interdit. La police y a déployé ses éléments pour le maintien de l'ordre.

RDC : le HCR relance le rapatriement volontaire des réfugiés congolais d'Angola. La sous-délégation du HCR à Kananga (Kasaï-Central) explique que ces mouvements de retour volontaire entrent dans le cadre d'un accord tripartite signé entre les gouvernements congolais, angolais et le HCR en 2019. Commencé en octobre 2019, ces mouvements de retour volontaire ont été suspendus à cause de la pandémie à COVID-19. A la suite de l'amélioration de la situation sanitaire, les trois parties ont décidé de relancer le rapatriement des réfugiés congolais se trouvant en Angola. Les déplacements de l'Angola se feront par la route, indique le HCR.

Bruno Lemarquis annonce un décaissement de 19 millions USD pour appuyer le programme DDRC-S. En tant que co-président du fonds pour le compte des Nations unies, le Représentant spécial adjoint du secrétaire général des Nations unies et Coordonnateur résident, explique ce à quoi ce fonds est destiné : « Depuis l'approbation de la nouvelle stratégie PDDRC-S, ce fonds va devenir maintenant un instrument d'appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale vis-à-vis de laquelle il y a énormément d'attentes de la population de l'Est de la RDC. Donc les besoins de cette réunion étaient très urgents pour prendre des décisions collégiales pour débloquer des fonds actuellement disponibles pour avancer sur le terrain avec la mise en œuvre du PDDRC-S ». Cinq pays donateurs de ce fonds et quelques membres du Gouvernement ont participé à cette réunion.

Désignation d'un juge à la Cour constitutionnelle : l'Assemblée nationale désapprouve l'initiative « antidémocratique » du Sénat. Pour le rapporteur du Sénat, le Sénat n'a pas désigné un juge de la Cour constitutionnelle. Il a plutôt présenté son candidat qui sera entérinée par le Congrès, en remplacement de

Polycarpe Mungulu qui siégeait à la Cour constitutionnelle sur le quota du Sénat. Selon la Constitution, sur les neuf juges qui composent la Cour constitutionnelle, trois proviennent du Parlement. Actuellement, les Juges Bokona Wipa et Corneille Wasenga, qui siègent à cette Haute Cour pour le compte Parlement, avaient été désignés par l'Assemblée nationale. Louis Mbonga, désigné par le Sénat, va ainsi combler le vide sur le quota du Parlement.

Kinshasa : chercheurs et victimes de guerre réfléchissent sur des solutions aux conflits armés. Organisées par le Centre d'étude pour l'action sociale (CEPAS), ces journées sociales ont pour thème : « Enjeux et dynamiques de la continuation des conflits à l'Est de la RDC ». Pendant trois jours, les participants vont réfléchir ensemble afin de proposer des pistes de solutions à ce problème. Les représentants des victimes des conflits armés et d'autres chercheurs prennent part à ces assises. Ce thème sur les conflits à l'Est de la RDC est une actualité, un défi et une urgence. Le directeur du CEPAS, le père Alain Nzadi, a rappelé que le peuple congolais aspire à la paix, autant que tous les habitants du monde.

Kinshasa : 5 écoles remportent la 2ème édition du Prix de littérature. Ce concours littéraire est une initiative de l'ASBL « Nous et le livre ». Selon Jenny Kilele, présidente de cette ASBL, l'objectif poursuivi est d'encourager la jeunesse à la culture du livre et de la culture.

Beni : les habitants de Watalinga éprouvent des difficultés à s'approvisionner en produits agricoles. Cette situation est due notamment au déplacement de plusieurs opérateurs économiques, mais aussi à la crainte des habitants d'accéder à leurs champs, à cause de l'activisme des rebelles des ADF dans la région. Depuis les multiples attaques des ADF et tueries en masse, une bonne partie de la population de la chefferie de Watalinga dont la majorité d'opérateurs économiques, s'est déplacée vers des milieux jugés sécurisés, à l'intérieur comme en dehors du pays. Selon la présidente de la société civile de Watalinga, les activités commerciales à partir de l'Ouganda, seule voie d'entrée des produits manufacturés de première nécessité, deviennent difficiles.

Projet Tshilejelu à Mbuji-Mayi : l'OVD annonce avoir réhabilité 90% des routes prévues. Une année après le lancement des travaux du programme Tshilejelu, certaines principales artères de Mbuji-Mayi (Kasaï Oriental) sont de nouveau praticables pour tous les engins roulants ainsi que les piétons. À titre préventif, l'OVD annonce la construction des dos-d'âne en vue d'emmener les conducteurs des véhicules à circuler à une vitesse convenable.

Une "relique" de Lumumba restituée le 20 juin par la Belgique. Il s'agit de rendre à son pays natal les restes de Patrice Lumumba (1925-1961), en l'occurrence une dent récupérée par la justice belge dans la famille d'un policier ayant contribué à faire disparaître le corps il y a plus de soixante ans. La restitution de cette "relique" doit permettre d'ériger enfin en son honneur un "mémorial" à Kinshasa. Le 20 juin, une délégation congolaise est attendue à Bruxelles pour "la restitution de la dépouille de Patrice Emery Lumumba". Du 7 au 13 juin, le souverain belge doit effectuer sa première visite dans l'ancienne colonie depuis le début de son règne en 2013.

Ituri : les ADF érigent leurs bastions dans 8 localités à Walese Vonkutu. Ce groupe armé se réorganise pour planifier des attaques contre la population locale, qui vit dans une psychose, selon les sources de sécurité et l'ONG Convention pour le respect des droits de l'homme (CRDH), qui ont fait ce constat depuis plus d'une semaine. D'après le rapport sécuritaire de la CRDH, ces rebelles armés ont érigé leurs bastions dans les localités de Mutweyi, Kasoko, Bekembela, Carrière, Apakolu, Ntume, Kazaroho et Monge. La CRDH redoute l'intensification des violences par ces rebelles dans la zone, où il n'y a pas la présence des Fardc. Cette présence des rebelles des ADF empêche la population d'accéder aux champs. Certains habitants s'apprentent déjà à quitter la région.

Butembo : appel aux parents pour amener leurs enfants à la vaccination anti-poliomyélite. Le communicateur de l'antenne de la division provinciale de la santé de Butembo, appelle ainsi la population à ne pas se fier aux messages d'intoxication propagés des inciviques au sein de la communauté : "Ce vaccin n'est pas différent de celui que les enfants ont toujours reçu lors de la campagne de vaccination de routine. Et donc ce n'est pas un vaccin nouveau, mais un vaccin homologué, adapté à combattre cette maladie. Il y a un problème de santé publique, il y a des enfants qui ont déjà le poliovirus sauvage dans la province (voisine) du Maniema. Ça, on ne doit pas le cacher à la population."

Idiofa : 13 détenus s'évadent du cachot du parquet près le tribunal de paix. Sur ces treize prévenus qui se sont évadés, deux seulement ont été récupérés et les onze autres se sont volatilisés dans la nature. « Il y eu l'imprudence des policiers de gardes, quand on faisait sortir les prévenus pour faire de petits besoins. Ils ont laissé la grille de l'extérieure ouverte. C'est ainsi qu'ils (prévenus) sont sortis ».

Mercredi 25 mai.

Les syndicalistes de la RVA s'opposent au projet de scission de leur société. « Quand vous prenez les arriérés des salaires de 53 aéroports et aérodromes de la RVA, à travers toute la République, c'est 32 millions USD. Quand vous faites la sommation, on est autour de 100 millions USD. Pensez-vous, connaissant ce pays et le bon cœur de nos dirigeants, que, quand on va scinder la RVA, il y aurait quelqu'un de bonne foi qui viendrait assumer ce passif social ? » Contacté, le ministre des Transports et voies des communications, a promis de réagir prochainement.

Les professeurs menacent de « perturber les cours » si le gouvernement ne respecte pas ses engagements. « En avril on n'a rien eu, par rapport à ce qui a été dit. Nous disons qu'en juillet, nous devrions avoir l'indemnité des recherches qui correspond au montant X fois douze mois, paiement en une mensualité comme le spécialiste de la paie nous avait dit. Si cela n'est pas fait, l'APUKIN prendra toutes ses responsabilités. Nous avons peur que l'année soit perturbée », révèle l'Association des professeurs de l'Université de Kinshasa (APUKIN) Ajouter à cela, la promesse non tenue concernant la dotation des véhicules pour les professeurs. Le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire, affirme quant à lui que le gouvernement a respecté ses engagements.

Epreuves hors session de l'examen d'état : aucun incident signalé dans la région de Beni. Les deux jours des examens hors session de l'examen d'état édition 2021-2022 se sont passés dans le calme dans la région de Beni (Nord-Kivu). Les chefs de la sous division de Beni-ville, Bulongo et Oicha se félicitent également du bon déroulement de ces épreuves hors session. **Augmentation de 5,5% de la participation des filles dans la province éducative Kwilu 2.** L'inspecteur principal provincial de Kwilu 2, justifie l'augmentation des effectifs de filles inscrites cette année par la prise de conscience par les concernées elles-mêmes ainsi que par leurs parents. Plusieurs campagnes de sensibilisation avaient été initiées dans cette province éducative, sur l'importance de scolariser les filles.

Le CNSA appelle le gouvernement à rétablir la confiance dans les institutions publiques. L'appel du Conseil national de suivi de l'Accord et du processus électoral (CNSA) intervient au moment où une crise déchire les deux chambres du Parlement sur la désignation d'un juge à la Cour constitutionnelle. Cette organisation demande également au gouvernement de libérer des prisonniers déjà amnistiés et qui restent encore en détention. Il plaide pour l'amnistie ou une mesure de grâce en faveur des prisonniers politiques et d'opinion. Il invite aussi à la suppression des lieux de détention illégaux et encourage les libertés d'expression et des manifestations publiques.

Sud Kivu : des miliciens tuent un homme à Minembwe. Des présumés miliciens Twirwaneho ont torturé et tué un Burundais, le 24 mai, sur l'axe Ilundu-Kalingi (Sud-Kivu). Le cadavre de la victime a été retrouvé dans la rue avec des traces de couteau sur tout le corps. Selon des sources locales, la victime faisait partie de miliciens recrutés il y a quelques mois mais il s'opposait à rejoindre le mouvement Twirwaneho dans la forêt de Bijabo.

Kinshasa : ouverture de la Table ronde sur la gouvernance du secteur minier. Ce forum entend restituer les recommandations des conférences minières tenues, en 2021, tour à tour, à Bunia (Ituri), à Bukavu (Sud-Kivu) et à Goma (Nord-Kivu). « Cette table ronde devra permettre entre autres, l'amélioration de notre compréhension des défis qui minent la gouvernance du secteur minier dans les trois provinces concernées, d'entreprendre des actions pour y remédier. De renforcer le passage des informations. De mettre en place, des mécanismes de suivi et l'évaluation des recommandations dans le but d'assainir le secteur » a indiqué la ministre des Mines. Cette activité est organisée par la Cellule technique de coordination et de planification minière, en collaboration avec le Consortium « Madini Kwa Amani na Maendeleo » et l'USAID.

Sécurité sociale : les pays d'Afrique centrale décident d'étendre leur couverture. Pour y parvenir, les participants à un forum de deux jours s'engagent à mettre en place une étude des stratégies de la couverture sociale dans leur sous-région. Ces experts en sécurité sociale ont ainsi appelé à la volonté politique de leurs gouvernements respectifs pour la concrétisation de leur projet. « Le pouvoir public reste un « levier important » pour l'extension de la couverture sociale, en Afrique centrale. C'est ainsi qu'ils ont invité les pouvoirs politiques à mettre en place des cadres juridiques et légaux afin d'encourager l'assurance volontaire et la culture de la sécurité sociale ». Le secrétaire général à la Prévoyance sociale, a exprimé son vœu de voir les recommandations issues de ces travaux être suivies d'actes concrets.

Beni : réquisitoire allant d'une année à la prison à vie contre 16 présumés ADF. Ces suspects sont accusés de meurtres de deux imams et d'un fidèle musulman l'année dernière dans cette ville du Nord-Kivu. La prochaine audience est prévue le 31 mai prochain.

Ituri : les leaders communautaires appellent les groupes armés à adhérer au processus de Nairobi. Ils déplorent les « violences » perpétrées par les différentes factions de la Codeco et le groupe d'auto-défense Zaïre, en territoire de Djugu. « L'Ituri a besoin de la paix. Qu'ils saisissent cette occasion offerte par le chef de l'Etat pour dialoguer. Je ne vois pas ce qu'ils gagneront en faisant la guerre », selon la communauté Nyali-Kilo.

Sud-Kivu : 4 présumés miliciens écopent de 10 ans de servitude pénale, à Kalehe. Les condamnés sont poursuivis dans les dossiers « prioritaires Hamakombo et Bukanga » pour « crimes contre l'humanité par meurtre, viol, torture et autres actes inhumains et dégradants ». Pour le Substitut de l'auditeur militaire supérieur du Sud-Kivu, ce verdict est un « signal fort et un message que la justice militaire adresse à tous les seigneurs de guerre dissimilés à travers le pays ».

Plusieurs localités tombent aux mains des rebelles du M23. Dans le territoire de Rutshuru, les villages Kanombe, Nyesisi, Kabaya, Rumangabo, Nkokwe, dans le groupement de Kisigari sont actuellement vidés de leurs habitants. Ces derniers ont pris la direction de Rutshuru-Centre et Kiwanja. Ils ont fui leurs milieux après l'occupation de Kanombe par des présumés rebelles M23 depuis ce mercredi, informent plusieurs sources civiles. Les mêmes rebelles ont aussi attaqué les Fardc sur les collines de Tchanzu et Runyoni dans le groupement de Jomba. Les habitants de Bunagana affirment que les détonations d'artilleries lourdes étaient encore entendues dans la zone jusqu'en milieu de la journée. Et sur le front sud, dans le territoire de Nyiragongo, Kibumba, Buhumba, Kigarama et d'autres localités environnantes seraient déjà entièrement occupés par les rebelles. **Affrontements Fardc-M23 : le gouverneur du Nord-Kivu saisit la CIRGL.** Le gouverneur du Nord-Kivu saisit le mécanisme conjoint de vérification élargi de la Conférence internationale pour la région des Grands lacs (CIRGL) pour enquêter sur les affrontements qui ont opposé les FARDC à la rébellion du M23 dans les territoires de Nyiragongo et Rutshuru. D'après un communiqué publié ce 25 mai par les Fardc, il s'agit de mener des investigations sur l'origine de ces graves incidents. Il appelle la population au calme, à la vigilance et à faire confiance aux Fardc.

Kasaï-Oriental : le village Bashingala se vide à la suite des troubles ethniques. Selon la société civile locale, cette tension est due aux conflits de pouvoir coutumier et foncier entre deux chefs. Pour sa part, l'administrateur de territoire de Miabi dit avoir dépêché une équipe sur place pour s'enquérir de cette situation.

Sud-Kivu : accrochage entre deux milices burundaises à Rubumba. Selon la société civile le groupe Imbonerakure s'affronte à celui de Red Tabara sans faire des victimes, ni de dégâts matériels. Cependant, une autre faction de la milice Red Tabara est signalée, au village Rubuga, dans les hauts Plateaux d'Uvira.

Nord-Kivu : des milliers des déplacés à Rutshuru et Nyiragongo ont besoin d'aide humanitaire (OCHA). Selon des sources humanitaires, environ vingt-six mille personnes ont été déplacées depuis la reprise des violences le 22 mai à Rutshuru. Un bon nombre d'entre elles ont fui vers l'Ouganda, rejoignant ainsi environ dix-neuf mille autres qui y étaient déjà depuis les affrontements de mars. En plus, vingt-quatre mille autres déplacés sont répartis dans les villages de la zone de santé de Rwanguba, où ils vivent dans des sites improvisés, dont des églises et écoles. D'après OCHA, ces personnes ont urgemment besoin de nourriture et d'articles ménagers essentiels.

Ituri : HCR remet un lot des médicaments à la zone de santé d'Aru. Ce lot de médicaments est composé de 46 molécules pour le traitement de plusieurs pathologies et de 16 concentrateurs d'oxygène pour lutter contre le COVID-19 dans les différents centres de traitement de cette pandémie. Parmi les bénéficiaires, il y a plus de treize mille réfugiés du Soudan du Sud installés au site de Biringi et dans milliers de familles d'accueil locales, qui sont souvent référés à hôpital général d'Aru. Ce même projet de remise de médicaments sera également exécuté dans la province du Haut-Uele, qui abrite plus de quarante mille réfugiés du Soudan du Sud.

Kinshasa : reprise des enseignements à l'Unikin. Les cours avaient été suspendus après des manifestations des étudiants, lundi et mardi, pour dénoncer la "hausse de frais académiques." Les étudiants réclamaient aussi la mise en service des bus "Trans Academia" et leur relogement aux homes.

Goma : la société civile demande au gouvernement de renforcer le contrôle aux postes frontaliers. Cette demande est consécutive à l'évolution de la situation sécuritaire du moment, caractérisée par la reprise des combats entre le M23 et les Fardc dans deux territoires de la province du Nord-Kivu, Rutshuru et Nyiragongo.

Tshikapa : début de la campagne de lutte contre les violences sexuelles dans les écoles. L'objectif visé par cette campagne est de sécuriser les enfants dans les écoles et de lutter contre les violences sexuelles et celles

basées sur le genre dans ces milieux où ils étudient, a indiqué le ministre provincial de l'enseignement. Pour dénoncer ces pratiques, un numéro vert a été mis à la disposition des élèves, le 495555 qui n'exige aucun frais, ni les unités à payer. Ce programme dans les milieux scolaires est de trois mois.

Ituri : plus de 400 ADF aperçus à Walese Karo, alerte un député. Ces hommes armés accompagnés des chiens se dirigeaient vers le groupement Bakaiko à la limite avec le territoire voisin de Beni, où ils veulent se réorganiser.

Jeudi 26 mai.

Cherubin Okende annonce pour bientôt la mise en circulation des bus Trans Academia. Le gouvernement congolais avait mis, depuis janvier dernier, à la disposition du ministère d'Enseignement supérieur et universitaire (ESU), par le canal du ministère de Transports, le premier lot de 100 bus Trans Academia. L'objectif du gouvernement congolais est d'atteindre 600 bus pour le secteur universitaire. Les étudiants de l'Université de Kinshasa (UNIKIN) ont manifesté lundi et mardi derniers pour réclamer la mise en circulation de ces bus.

Tanganyika : plus de 3000 filles participent aux épreuves hors session de l'examen d'Etat. Selon les chiffres de la Division de l'EPST-Tanganyika I, l'effectif de ces filles représentent à peu près 35%. Ces examens sont organisés sur fond d'insécurité dans certains coins du Tanganyika à la suite de l'attaque de la milice Twa.

Kenge accueille la 11^{ème} session de formation contre la traite des personnes. A l'initiative de l'Agence pour la prévention et la lutte contre la traite des personnes (APLTP), cet atelier entend mettre les participants à niveau afin qu'ils soient capables de détecter et décourager ce fléau. Les participants à ce forum devront identifier ce qu'on appelle traite des personnes, les dénoncer et remonter les informations au niveau des organes décisionnels pour que les auteurs soient sanctionnés. Cet atelier est organisé avec l'appui de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).

Maniema : des préfets d'écoles accusés d'utiliser les élèves à des fins économiques à Salamabila. Selon le coordonnateur de l'ONG « Au Cœur de l'Afrique pour la paix », ces élèves sont employés pendant les heures des cours. Ces briques sont vendues au profit de ces chefs d'établissement qui obligent également les élèves à les transporter jusqu'aux domiciles des acheteurs. D'autres chefs demandent aux élèves d'aller chercher des tas de chaume à périphérie de la commune les exposant ainsi aux actes d'enlèvement et aux abus sexuels.

Examen d'Etat : les macarons des candidats manquent de photos au Kwilu. Le chef de ce centre attribue cette situation à l'Agence congolaise de filmage (ACF) et au Schoolap qui n'ont pas disponibilisé les photos alors que chaque candidat leur avait payé 5 000 franc Congolais (2,5 USD).

Le gouvernement évoque le soutien du Rwanda aux rebelles M23. Le porte-parole du gouvernement, a évoqué, le 25 mai, le soutien de Kigali au M23, en violation des accords bilatéraux et a également révélé qu'une délégation de Kinshasa séjourne à Kigali pour l'activation du mécanisme de suivi des accords entre les deux pays. Pour lui, l'acte posé par le M23 constitue une rébellion vis-à-vis des pays de la sous-région ayant souscrit au processus de Nairobi. Il a par ailleurs indiqué que les réfractaires au processus de paix dont le M23 et ses alliés subiront la force.

La Police des mines veut recruter 6000 nouveaux agents pour renforcer la sécurité des zones minières. Le point focal de la police des mines a levé cette option à la Table ronde sur la gouvernance du secteur minier qui se clôture ce jeudi, à Kinshasa, a rappelé aussi que la sécurité est une affaire de tous et il a appelé à la collaboration entre la population et les forces de sécurité. C'est dans ce cadre que cet officier de la police mise sur une stratégie de sécurisation participative au niveau de la base.

Nord-Kivu : près de 100 véhicules bloqués à Kanyabayonga à la suite des combats entre les Fardc et le M23.

Près de 100 véhicules venus de Beni, Butembo et Kirumba à destination de Goma sont bloqués sur la RN2, depuis le 25 mai, à hauteur de Kanyabayonga (Nord-Kivu). Pour le président local de l'Union nationale des agences des transports : « La suspension de trafic sur la route Goma vient d'isoler les villes de Butembo et Beni du reste du pays. Nous nous sentons bloqué, parce que la seule voie qui nous restait c'était la route Butembo – Goma. Vous savez qu'actuellement la route Mambasa en Ituri jusqu'à Butembo est bloquée à cause de l'activisme des ADF».

Nord-Kivu : les Fardc ont repris le contrôle du groupement Kisigari, tôt ce jeudi 26 mai. Les Fardc ont également repoussé le M23 qui menaçait d'assiéger la base militaire de Rumangabo. Les combats entre les Fardc et le M23 se sont poursuivis, vers la localité de Kanombe située à une dizaine de km de Rumangabo, vers le Parc National des Virunga. Ces villages restent vidés des leurs habitants qui ont fui, depuis le 25 mai, vers Rubare, Rutshuru et Kiwanja. Au niveau de Jomba, un calme apparent règne dans la cité de Bunagana, où les sources locales affirment n'avoir entendu aucun tir la nuit de ce jeudi sur les collines Tchanzu et Runyoni, qui seraient sous le contrôle de l'armée. Sur le front Sud, il n'y a pas eu de combats la nuit dernière. Les sources militaires parlent d'une avancée positive de l'armée vers les groupements Kibumba et Buhumba, occupés par les rebelles.

Ituri : une attaque de la Codeco fait 8 morts à Soba, et blessé de nombreuses. Cette incursion armée a créé le déplacement des populations d'au moins cinq localités vers Tchomia. Ce drame est survenu un jour après que le porte-parole adjoint de l'URDPC/Codeco a affirmé la volonté de sa milice à adhérer aux consultations de Nairobi.

Tommy Tambwe plaide pour la réforme des services de sécurité en RDC. Devant les participants à la table ronde du secteur minier, le 25 mai à Kinshasa, le coordonnateur national du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (PDDRC-S), Tommy Tambwe a affirmé que cette réforme est la voie par laquelle la RDC pourra « protéger ses minerais, sa population, car c'est un besoin, une urgence et une nécessité absolue aujourd'hui ». La table ronde minière s'est tenue du 24 mai au 26 mai à Kinshasa.

Maniema : lancement de la campagne contre la polio, plus de 589 000 enfants, âgés de 0 à 59 mois attendus. Selon un expert de l'Unicef, « depuis l'année 2022, le pays a notifié 76 cas de polio, dont 61 cas dans la province du Maniema. Ainsi la province du Maniema est l'épicentre de l'épidémie de la polio actuellement en RDC ». Selon le chef de division de la santé les causes de cette situation sont « la faible application des stratégies spécifiques pour atteindre toutes les cibles, le refus de la vaccination par certains parents dans le contexte actuel de l'infodémie autour du vaccin ». Cette campagne de vaccination se fera de porte à porte. Elle va durer 3 jours.

Ituri: plus de 90 cas de tuberculose à la prison centrale de Bunia, et 200 détenus courent le risque de contamination à cette maladie. Le docteur Wathum Ucirca précise que la cellule d'isolement des malades est trop exiguë pour contenir plus de 50 tuberculeux pour le moment. Ce qui constitue, un danger pour la santé des quelque 2000 détenus de cette prison. Le médecin directeur du centre hospitalier de la prison centrale de Bunia a aussi indiqué que la surpopulation et la malnutrition viennent maintenant aggraver la maladie.

Bukavu : lancement de la campagne « Pas une seule école sans bancs pupitres ». Cette opération marque le début d'une activité de remise des bancs dans les écoles primaires publiques des huit territoires de cette province. Elle vient pallier à la carence des bancs pupitres dans ces écoles, mais aussi réduire les effets induits de la gratuité de l'enseignement primaire public, notamment l'augmentation des effectifs des élèves dans les salles de classe. Un premier lot de 1500 bancs pupitres a été remis aux écoles primaires publiques de la ville de Bukavu. Ces bancs sont remis aux écoles à travers le Fond de promotion de l'éducation et de la formation.

Kwilu : décès d'un enseignant en plein site de paie à Kilembe. La victime, la septantaine révolue, attendait depuis plus d'une semaine son salaire du mois de mai courant. « C'est dans cette longue attente et sans nourriture que ce professionnel de la craie s'est écroulé à la suite d'un malaise ».

Kinshasa : clôture des journées sociales au CEPAS sur les conflits au Nord-Kivu. Acteurs étatiques, de la société civile, notables de l'Est et autres chercheurs ont, trois jours durant, focalisé leur attention sur les enjeux et la dynamique de la continuation des conflits à l'Est. Pour le directeur du CEPAS, le père Alain Nzadi, il faut encourager les dialogues entre les communautés, redynamiser le processus DDRC-S et former une armée républicaine. Il a insisté sur la nécessité de préparer la paix : « C'est-à-dire prendre les moyens adéquats pour que cette paix devienne palpable. Et c'est l'éducation à la paix, au vivre ensemble, pour que les différentes communautés apprennent à cohabiter paisiblement ». Ancienne actrice étatique, Pétronille Vaweka, s'est adressée directement aux groupes armés : « Ils sont en train de faire une erreur. Les groupes armés doivent un jour quand même s'arrêter pour dire : 'Cessons cela', pour entrer dans la construction ».

Nord-Kivu : les coopératives d'épargnes et de crédits se portent bien (APROCEC). Le point focal pour le Nord-Kivu de l'Association professionnelle des coopératives d'épargnes et des crédits (APROCEC), indique que toutes les COOPEC qui, hier, avaient connu de petits soucis, sont aujourd'hui en plein redressement de la Banque centrale. Il invite également la population à avoir confiance en leurs coopératives, qui constituent un moteur de développement de la RDC. Le Nord-Kivu est la première province en RDC en termes du nombre des COOPEC.

Kibumba, un grenier agricole en guerre depuis plus de 20 ans. Située sur la Route nationale RN2 à 29 km de Goma, la commune rurale de Kibumba vit son énième épisode de menaces sécuritaires. Elle est une zone maraîchère, qui fournit la grande quantité de légumes consommées à Goma et dans les villes voisines de la province de Rubavu, au Rwanda. Depuis pratiquement plus de vingt ans, Kibumba est confrontée à des périodes sombres. Dans un passé récent, elle hébergeait un des plus grands camps des réfugiés hutus rwandais, avant la rébellion de l'AFDL. Plusieurs bus des humanitaires sautaient sur des mines dans la région de Kibumba vers les années 1996. Lors de la rébellion du CNDP, Kibumba était sous les feux croisés de la rébellion et de l'armée congolaise appuyée, par la Monuc en octobre 2008. Cette situation s'était passée quand la mission empêchait les hommes de Laurent Nkunda d'avancer vers la ville de Goma. Le M23 de Makenga, lors de ses offensives de 2012-2013, avait à plusieurs reprises pris d'assaut les positions des Farc dans la zone de Kibumba. C'est dans Kibumba qu'en mars 2013, le général déchu Bosco Ntaganda avait abattu à bout portant une dizaine des rebelles M23 ; avant de déclarer une dissidence entre le camp Makenga-Bertrand Bisimwa et celui de Runiga-Bosco Ntaganda.

Le groupe d'ambassadeurs africains et le PAM lancent les projets de cantines scolaires. L'idée, selon cette institution panafricaine, est de promouvoir un modèle des cantines scolaires, basé sur la résilience et l'autonomie, grâce à la consommation des aliments produits localement. Le PAM apportera dans ce projet son appui technique et son expérience en matière des cantines scolaires.

Nord-Kivu : 15 000 ménages dépourvus de tout à Kanyaruchinya. Les habitants déplacés des villages Kibumba, Kanyanja, Kabaya et Kibati, sont actuellement concentrés à Kanyaruchinya, dans le territoire de Nyiragongo (Nord-Kivu). Ces personnes, estimées actuellement à quinze mille ménages, sont dépourvues des denrées nécessaires pour leur survie. Ils vivent la peur au ventre dans un environnement malsain. Pas d'eau ni de nourriture, les toilettes quasi-inexistantes et les risques des maladies d'origine hydrique sont imminentes.

La DYNAFEC initie un sit-in de 10 jours au Palais du peuple. La Dynamique des femmes candidates exige la mise en application rigoureuse de l'article 14 de la Constitution. La prise en compte de la représentativité des femmes sur les listes électorales n'est pas une faveur accordée aux femmes mais un droit non négociable et garanti par la Constitution. Pour elle, l'Etat de droit, c'est aussi respecter les droits des femmes.

Ituri : 40 écoles ne fonctionnent plus depuis une année à Banyali Kilo. Selon le président de la communauté Nyali, des miliciens de la Codeco s'en prennent aux infrastructures scolaires et sanitaires dans plusieurs entités de Djugu. Dans le secteur de Banyali Kilo, de nombreuses familles sont obligées de fuir leurs entités pour se réfugier dans des endroits jugés sûrs pour leur sécurité.

Mongala : la carence des magistrats entraine un dysfonctionnement de l'appareil judiciaire. Pour preuve, la cour d'appel de Lisala n'a que son Premier président et deux juges. Tandis qu'au parquet général, le procureur général travaille seulement avec un substitut. La carence est plus alarmante au niveau du tribunal de grande instance de Lisala et des tribunaux de paix, au niveau des trois territoires, ainsi que leurs parquets respectifs.

Beni : 90 000 enfants attendus pour être vaccinés contre la poliomyélite. Le maire de Beni, qui a procédé au lancement de la campagne, demande à la communauté d'accueillir les équipes de vaccination. Ces derniers vont faire du porte-à-porte, et vont suivre les enfants de zéro à cinquante-neuf mois même dans des écoles.

Vendredi 27 mai.

Kinshasa : rareté de produits en provenance de l'Est du pays. C'est notamment le cas des fromages, des saucisses, de la viande de bœuf, de chèvre, des poissons salés, des choux fleurs et autres. Une situation que les commerçants attribuent à l'irrégularité des rotations des avions à la suite de pénurie de kérosène.

Quelques cas de COVID-19 notifiés à Kinshasa (Dr Jean-Marie Kayembe). Il assure qu'il ne s'agit pas encore de la 5e vague, mais il alerte sur le risque réel. Ce médecin a par ailleurs plaidé pour l'observance des mesures barrières qui, selon lui, ont prouvé leur efficacité dans la prévention de cette pandémie.

Mbandaka : les pygmées déplorent leur absence aux campagnes de sensibilisations contre Ebola. C'est depuis plus d'un mois déjà que la 14e vague de cette épidémie est officiellement déclarée à Mbandaka. Mais, les pygmées disent n'avoir aucune information sur cette pandémie. Un des leaders des pygmées a demandé aux partenaires d'impliquer quelques pygmées dans cette activité de sensibilisation.

Maniema : un député provincial accuse les militaires de tracasser les orpailleurs, à Kitamuna. Il a exigé la libération sans condition des creuseurs artisanaux et chefs des coopératives que les militaires ont arrêtés, ligotés puis torturés, dans la nuit du 23 au 24 mai. La démarche du député Gaspard Kalukula bénéficie de l'appui de nombreux autres de ses collègues. Il demande la mise sur pied d'une commission mixte (Assemblée-Gouvernement-Conseil de sécurité) pour enquêter sur ces faits.

Kwilu : un candidat finaliste meurt foudroyé après les épreuves hors-session, à Belemiese. La victime, Philippe Mumbenga s'était inscrit dans l'option Pédagogie générale, à l'institut Saint-Jean Kikwanga. En dehors de cette victime, sept autres candidats ont été touchés par cette foudre, mais leurs vies ne sont pas en danger.

Ituri : 17 corps des civils découverts dans une pirogue. Dix-sept corps en état de décomposition avancée ont été découverts, le 26 mai, dans une pirogue sur la rivière Ituri, à 25 km du village Bamande-centre, en territoire d'Irumu (Ituri). Selon des sources officielles, ces victimes sont des personnes qui étaient prises en otages depuis un mois par de présumés ADF aux villages Bamande, Mongamba et Lolwa.

L'assainissement de l'artisanat minier, un impératif pour taire les armes dans l'Est de la RDC (ministre des Mines) La ministre des Mines, a indiqué qu'il y a « une corrélation entre l'exploitation minière artisanale et la persistance des groupes armés surtout dans la partie Est du pays ». Les participants à ce forum ont émis les vœux de voir le secteur minier contribuer plus au développement socio-économique du pays. Ils ont reconnu que ce développement passe notamment par la transformation, au niveau local, des minerais avant leur exportation. Ces séminaristes ont cependant noté des avancées sur terrain avec notamment la mise en marche prochaine d'une raffinerie, à Bukavu (Sud Kivu).

Nord-Kivu : accalmie sur différentes lignes de front à Rutshuru et Nyiragiongo. C'est notamment dans la zone de Kanombe, groupement Kisigari, et à Kibumba. Les Fardc contrôlent Kanombe depuis hier jeudi. Cependant, rien n'évolue sur les lignes de front, en territoire de Nyiragongo et chaque partie contrôle ses positions conquises il y a deux jours de cela. **Nouveaux combats entre l'armée et la rébellion du M23 à Rutshuru.** Les rebelles du M23 occuperaient plusieurs villages du groupement Kibumba et Buhumba, même s'ils ne sont pas visibles sur la route principale. Le porte-parole du gouverneur, parle d'une avancée significative de l'armée vers Kibumba et Buhumba, pour reprendre le contrôle total de cette zone. **Accrochages Fardc-M23 : des centaines d'élèves de Nyiragongo ont fui avec leurs parents.** La plupart d'entre eux se sont rués vers le groupement voisin de Kibati. Là, ces déplacés ont pris d'assaut les salles de classes, les cours des écoles ainsi que les églises, entraînant ainsi la fermeture d'une partie d'écoles dans le groupement Munigi. Toutes les activités scolaires sont suspendues dans le groupement Kibumba et celui Buhumba, où les affrontements ont commencé, depuis mardi dernier, jusqu'à ce jour.

Tshopo : plus de 200 cas de rougeole notifiés à Banalia, situé à 125 km de Kisangani. Au mois d'aout dernier, la zone de santé de Banalia avait aussi fait face à plusieurs cas des maladies similaires à la méningite, la diarrhée sanguinolente et la rougeole, dans des carrières d'or.

Nord-Kivu : un homme blessé par balle sur l'axe routier Kikuvo-Kamandi. Un conducteur de moto transportait trois passagers depuis Taliha pour Kikuvo sur la côte ouest du Lac Edouard. A l'entrée de Kikuvo, des personnes armées ont surgi et barré la route aux voyageurs. L'un des passagers a reçu une balle. Le conducteur et les deux autres passagers se sont enfuis, abandonnant la moto aux mains des assaillants.

Tanganyika : une station de radio privée incendiée à Kalemie. Les premiers éléments de l'enquête attribuent ce drame à un court-circuit dans les équipements de cette Radio. Même la maison qui abrite la station de Radio Nutu est endommagée par le feu. Opérationnelle depuis aout 2021, ce média emploie 8 journalistes.

Kinshasa : inauguration d'un forage d'eau dans la prison centrale. Cet ouvrage est le résultat d'un partenariat entre le gouvernement congolais, la fondation Widal et l'unité d'appui à l'administration pénitentiaire de la Monusco. Avec ce forage, le gouvernement congolais entend palier aux difficultés d'approvisionnement en eau potable dans cette maison carcérale. La ministre de la Justice a également fait démarrer un générateur de 550 kva pour résoudre le problème de pénurie en électricité. Elle a annoncé la libération prochaine de plus de 2000 prisonniers bénéficiaires de la grâce présidentielle, à travers le pays.

Sud-Kivu : plus d'un million d'enfants attendus pour la vaccination contre la poliomyélite. Les autorités sanitaires de la province qui ont lancé cette campagne jeudi 27 mai à Bukavu indiquent qu'il s'agit d'une vaccination préventive pour protéger les enfants contre ce virus qui sévit déjà dans la province voisine du Maniema. A ce jour, la province du Sud-Kivu enregistre trois cas de poliomyélite dans le territoire de Shabunda.

Nord-Kivu : 9 conflits du pouvoir coutumiers réglés en 3 ans à Walikale. Le constat est des membres de la commission consultative de règlement des conflits coutumiers (CCRCC) de cette entité. Ces derniers ont clôturé jeudi 26 mai un atelier de trois jours, initié par le bureau de la section des affaires civiles de la Monusco /Goma à Bweremana, au sud du territoire de Masisi. Au cours de cet atelier, il était question de renforcer leur capacité sur la résolution de ces conflits qui perturbent le pouvoir coutumier et la cohabitation entre communautés locales dans ces entités. Parmi les faiblesses relevées pour justifier le retard lié au traitement de ces conflits, le président de la CCRCC de Wanyanga Mwami Alexandre Bamongo évoque l'insécurité et la logistique.

Nord-Kivu : la situation sécuritaire n'affecte pas le processus de Nairobi, assure Serge Tshibangu. « Les représentants des 56 groupes armés et 40 leaders communautaires que nous avons rencontrés se sont montrés favorables au processus en cours », a déclaré le mandataire spécial du Chef de l'Etat, rentré à Kinshasa. Devant les diplomates occidentaux, Serge Tshibangu a édifié ses interlocuteurs sur les différentes rencontres qu'il a eues avec les groupes armés locaux et les leaders communautaires.

Samedi 28 mai.

La Lucha lance la campagne de collecte des vivres en faveur des Fardc. « Nos militaires ont besoin de se sentir soutenus par la population. C'est ainsi que nous avons lancé cette campagne. Nous demandons à la population de donner tout ce qu'elle a à titre symbolique comme l'huile, le savon ou l'argent ». La Locha invite tout compatriote congolais à joindre ses efforts à cette campagne et à offrir son amour en son armée qui mérite le soutien de tous. Une accalmie est observée depuis jeudi 26 mai sur les différentes lignes de front entre les Forces armées de la RDC et le M23, dans les territoires de Rutshuru et Nyiragongo (Nord-Kivu).

Soutien du Rwanda au M23 : la RDC suspend les vols de Rwandair. Cette décision a été prise vendredi 27 mai par le Conseil supérieur de La défense, présidé par Félix Tshisekedi. Entre-temps, le M23 est désormais déclaré «mouvement terroriste », et, de ce fait, exclu du processus de Nairobi. **La RDC présente des effets militaires rwandais au Mécanisme de la CIRGL.** La Conférence internationale sur la région des Grands lacs (CIRGL) poursuit ses enquêtes en RDC et au Rwanda sur les accusations mutuelles des deux pays. Celles-ci tournent autour des incidents liés aux affrontements entre les Fardc et la rébellion du M23 dans les territoires de Rutshuru et de Nyiragongo. Mais rien n'a encore filtré sur cette enquête. Les effets militaires portant les insignes de l'armée rwandaise, présentés au Mécanisme conjoint de vérification élargi, ont été récupérés par les Fardc pendant les combats contre les rebelles du M23 à Kibumba, mardi 24 mai.

Ituri : accalmie à Niania après manifestation des jeunes contre les humanitaires. Une vive tension a éclaté jeudi soir au centre commercial de Niania à environ 190 km de Bunia dans le territoire de Mambasa. Certains habitants, qui développent un sentiment hostile aux organismes internationaux, ont confondu trois véhicules appartenant à une ONG humanitaire aux engins de la Monusco. Ils soupçonnent ces humanitaires de collaborer avec des rebelles actifs dans cette zone. Ils ont alors mis le feu sur un véhicule de cette ONG et saccagé deux autres. Les manifestants se sont également rendus à l'hôtel où était logé le personnel de cette organisation et ont tout saccagé. Les autorités locales condamnent ces violences contre les humanitaires.

L'ONU se dit déterminée à accompagner la RDC dans l'organisation des élections en 2023. La Représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU en RDC plaide pour une loi électorale qui garantit la transparence des résultats et la participation effective des femmes à toutes les étapes de ce processus et estime que le rejet par l'Assemblée nationale des certaines dispositions pertinentes proposées par le G13 risque de renforcer la méfiance et amplifier la tension politique. La révision de cette loi « représente une opportunité de renforcer les mécanismes de transparence et de redevabilité pour des élections répondant aux attentes de la population. Elle se dit préoccupée par le manque de confiance entre parties prenantes et le refus du FCC de participer aux travaux de l'examen de la loi électorale. Elle fustige le fait que les députés de la majorité se soient prononcés contre la publication des résultats au bureau des votes.

Nord-Kivu : le REDHO salue la reprise des audiences publiques dans juridictions civiles. Pour le coordinateur du Réseau pour les droits de l'homme, la reprise des audiences « pourrait aider tant soit peu les justiciables qui ont les dossiers. D'abord les détenus seront fixés sur leur sort, mais aussi il y aura désengorgement des prisons, puisque nous sommes rassurés que toutes ces personnes-là dont les dossiers sont en cours ne seront pas condamnés. Nous appelons aussi les juges à accélérer les instructions dans les dossiers répressifs.»

Kinshasa : les magistrats révoqués le 14 avril 2018 attendent leur réhabilitation. Dans une déclaration, faite le 27 mai, les magistrats concernés disent attendre les conclusions des travaux de la commission présidence de la République-Conseil supérieur de la magistrature, qui, selon eux, doivent aller dans le sens de leur réhabilitation. Cette commission avait été instituée par le président de la République en novembre 2020. Dans cette déclaration, le collectif remercie le chef de l'Etat « pour sa détermination à corriger toutes les irrégularités et injustices, en daignant de les réhabiliter et de sauver la vie de leurs enfants, le salaire ayant un caractère alimentaire.»

Félix Tshisekedi réitère son appel aux groupes armés à rejoindre le processus de paix, lors de la 55eme réunion du conseil des ministres, qu'il a dirigée le 27 mai par visioconférence. En revanche, il a condamné l'attitude du M23, un groupe criminel bénéficiant des appuis sans équivoques de certains acteurs régionaux qui ont décidé de rompre cet engagement républicain en s'attaquant aux forces de défense et de sécurité de la RDC », Au regard de la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC, le Président de la République a appelé à l'unité et à la mobilisation des Congolaises et Congolais à soutenir les vaillants soldats loyalistes.

Beni : attaque des rebelles ADF à Batangi-Mbau, une dizaine de personnes tuées. « L'ennemi avait déjà réussi à tuer par machette une dizaine de nos concitoyens, et c'est au moment où il fuyait, que des tirs ont alerté les forces armées. Nous avons suivi l'ennemi et les forces armées ont réussi à neutraliser sept terroristes MTM et capturé un autre », explique le porte-parole des opérations militaires Sokola 1.

Bunia : 9 prévenus condamnés à mort pour vente des munitions de guerre. Six militaires, dont un lieutenant-colonel, un major, un capitaine, et deux soldats de première classe sont condamnés à la peine de mort pour leur implication dans un réseau de vente de quelque 670 munitions à des miliciens en province. Les armes et munitions de guerre fournies par ces hommes en uniformes à ces miliciens ont permis à ces derniers d'attaquer le site de déplacés situé dans la plaine de "Savo", territoire de Djugu la nuit du 21 février 2022. Cette attaque avait causé la mort de 62 personnes. La même peine est infligée à Solange Makusi ainsi qu'à ses deux complices qui transportaient des munitions et armes pour ravitailler d'autres miliciens à Bambu, dans le territoire de Djugu.

Nord-Kivu : 4 civils tués dans des affrontements entre l'armée et le M23 à Kibumba. Dans son communiqué publié vendredi 27 mai, l'ONG Centre de recherche sur l'environnement, la démocratie et les droits de l'Homme (CREDDHO), parle aussi de six personnes blessées. En outre, plus 50 000 personnes se seraient déplacées des groupements Kibumba, Buhumba et Kibati, indique pour sa part l'ONG Action d'animation pour le développement des paysans. Ces déplacés vivent dans des conditions inhumaines aux différentes écoles et églises de Munigi. La coordination locale de la société civile de Nyiragongo parle aussi de cas de rançonnements et des travaux forcés, rapportés par les quelques habitants restés dans la zone occupée par les rebelles du M23.

Le candidat juge à la Cour constitutionnelle Louis Mbonga se retire de la course. Dans sa lettre remise au président du Sénat, Louis Mbonga évoque « des raisons de convenance personnelle ». Pendant le congrès, le Sénat avait présenté deux candidats, dont Mandza Andie Dieudonné et Mbonga Magalu Louis. Le Sénat estime qu'au nom « de l'équilibre parlementaire », le juge à désigner devra provenir de son institution, étant donné que les deux juges désignés par l'Assemblée nationale sont encore en fonction. Cependant le caucus de députés et sénateurs de la Mongala ont, de leur côté, choisi le candidat Léon Mondole.

Contentieux électoral à Mai-Ndombe : l'affaire Rita Bola contre Frédéric Mwafwa renvoyée au conseil d'Etat. Frédéric Mwafwa, candidat malheureux à l'élection des gouverneurs avait saisi la cour d'appel du Mai-Ndombe, exigeant l'invalidation ou carrément l'annulation des résultats de cette élection « pour certaines irrégularités constatées avant et pendant scrutin. » Selon lui, il y aurait des menaces à l'endroit des députés avant et pendant le scrutin par « certains mentors politiques ». Il pense donc que certaines personnes « auraient voté à la place de certains députés. » « Après la publication des résultats provisoires par la CENI, le candidat qui estime que c'est lui qui devrait être proclamé élu mais qui ne l'a pas été ou celui qui constate qu'il y a eu magouille ou fraude quelque part peut saisir la cour d'appel de la province pour donner sa requête dans les 48 heures qui suivent la publication des résultats provisoires. Ainsi une fois que cette cour a prononcé conformément à la loi électorale, la loi électorale ne prévoit pas la procédure d'appel », a expliqué l'avocat dans une intervention faite samedi 28 mai à Radio Okapi. Toute fois ajoute-t-il, il existe une jurisprudence qui fait que ces candidats malheureux peuvent saisir le conseil d'Etat qui s'est déjà déclaré compétent dans le passé pour examiner ces appels bien que cela ne soit pas prévu dans la loi électorale.

La Cenco inquiète de l'intensification des combats entre l'armée et le M23 au Nord-Kivu. Dans un communiqué publié le 27 mai, les prélats catholiques demandent à la population congolaise d'encourager l'armée qui est au front et de dénoncer toute personne identifiée comme ennemi de la paix. Dans son document, la Cenco s'étonne que ces affrontements surviennent juste quelques semaines après les assises de Nairobi où les

Chefs d'Etat de la sous-Région des Grands Lacs et les groupes armés ont pris l'engagement de conjuguer les efforts pour instaurer la paix dans l'Est de la RDC. Tout en saluant les bonnes intentions exprimées par les participants à cette rencontre de Nairobi, la Cenco les invite à être sincères et véridiques dans cet engagement en conformant leur comportement à ce qui a été décidé et proclamé. Elle demande en même temps aux autorités compétentes et à la communauté internationale, notamment la Monusco, d'user de tous les moyens à leurs dispositions pour que cette partie du pays recouvre la paix le plus tôt possible sans primer les responsables de ces atrocités.

Dimanche 29 mai.

Hausse du prix de carburant à la pompe dès ce lundi. Tandis que le litre du gasoil à la pompe revient à 2 335 FC à l'Ouest du pays, et 2 750 FC pour la partie l'Est et 2840 FC, au Sud du pays. Le secrétaire général à l'économie nationale attribue cette augmentation à la persistance haussière sur le plan international. Il a tout de même assuré que le gouvernement maintient la subvention des prix du carburant à la pompe afin de préserver le pouvoir d'achat de la population, à l'exception du jet A1 vendu aux compagnies d'aviation internationales.

« Aucun millimètre de la RDC ne sera perdu », assure le gouverneur du Nord-Kivu, Constant Ndima. « Le gouverneur militaire appelle tout le monde, à la retenue. Les Fardc assurent la population qu'aucun millimètre du territoire national de la RDC ne restera entre les mains de qui que ce soit », a déclaré le porte-parole du gouverneur militaire du Nord-Kivu. Il dénonce toutefois des appels à la violence et à la vengeance qui s'observe depuis un certain temps. Par contre, cet officier des Fardc a invité chacun « à ouvrir l'œil et à dénoncer toute présence suspecte auprès des Fardc, de la PNC, et des services spécialisés... » Mercredi dernier, l'autorité provinciale du Nord-Kivu avait saisi le Mécanisme conjoint de vérification élargi (MCVE) pour une investigation sur de « graves incidents » occasionnés par la résurgence des attaques du M23, appuyés, selon elle, par l'armée rwandaise. **Un député national appelle au soutien aux Fardc engagées aux combats contre le M23.** « Nous appelons toute la population congolaise partout où elle se trouve de soutenir les Fardc spirituellement, matériellement et financièrement, d'organiser les manifestations de soutien à nos vaillants militaires qui vont anéantir définitivement les terroristes du M23 pour le retour définitif de la paix dans l'Est de notre pays ». Entre-temps, le M23 est désormais déclaré « mouvement terroriste », et, de ce fait, exclu du processus de Nairobi. Il a aussi été décidé de la convocation de l'ambassadeur du Rwanda, accrédité en RDC, « pour lui notifier la désapprobation totale du gouvernement congolais ».

Goma : célébration de la journée internationale des casques bleus. La résolution 2612 du Conseil de sécurité de l'ONU autorise à la Monusco de maintenir l'effectif à 13 500 militaires, 660 observateurs militaires et officiers d'état-major, 591 policiers et 1 050 membres d'unités de police constituées. Ces hommes et femmes travaillent durement pour restaurer la paix en RDC, essentiellement dans les régions du Kivu et de l'Ituri. Cette année, la journée internationale des casques bleus est placée sous le thème : « population, paix, progrès et l'importance de partenariat ». L'Assemblée générale de l'ONU avait proclamé le 29 mai la journée internationale des casques bleus des Nations-unies, par la résolution 57/129 du 11 décembre 2002. **« Nous avons encore beaucoup à faire pour la stabilité et la paix en RDC » (Bintou Keita).** La cheffe de la Monusco, a reconnu, à l'occasion de la célébration de la journée internationale des casques bleus ce 29 mai, qu'il y a encore beaucoup à faire pour restaurer la paix en RDC. Pour sa part, le commandant de la 34^e région militaire a indiqué que l'activisme des groupes armés et rebelles dans l'Est de la RDC nécessitent le renforcement de l'appui des Nations-unies. **Le colonel Pierrot Mwana Mputu salue l'appui de la Monusco aux unités de la PNC.** « La police nationale congolaise (PNC) reçoit un soutien considérable de la police de la Monusco dans le cadre de protection des personnes et de leurs biens », a laissé entendre cet officier de la police. Il a précisé que la Monusco mène beaucoup d'actions en faveur de la population civile dans la partie Est du pays et cite entre autres, des patrouilles, les monitorings sur les violences basées sur le genre et autres.

Nord-Kivu: grève des tenanciers des pharmacies, à Butembo. Ils ont levé cette option pour dénoncer ce qu'ils qualifient de concurrence déloyale du groupe pharmaceutique « Prince pharma ». « Prince Pharma veut vendre en détails, bien qu'il soit expatrié. Il a ses propres produits mais il veut aussi vendre des produits qui viennent de Nairobi (Kenya), de produits de Kampala (Ouganda). Il prend tout ce qu'il peut vendre chez lui, même ce qu'on produit localement. Donc, il devient le seul distributeur. Et que maintenant, les nationaux n'ont plus des produits qu'ils peuvent vendre à leur niveau ». Ces propriétaires des pharmacies exigent l'implication des autorités compétentes dans ce dossier qui risque d'étouffer les nationaux qui interviennent dans ce secteur.

Ituri : le gouverneur annonce pour bientôt les travaux de réfection de l'aéroport de Bunia. La réhabilitation de cet ouvrage sera faite sur fonds propres du gouvernement congolais. Elle consistera à l'allongement de la piste d'atterrissage à 650 mètres et à son élargissement à 45 mètres contre 30 mètres actuellement. Mais, à ces jours,

de gros avions ne peuvent toujours pas atterrir à l'aéroport de Bunia, à cause de l'étroitesse de sa piste. « Si cette piste est opérationnelle, c'est grâce à la Monusco qui l'entretient. Ce qui permet ainsi aux avions de la mission onusienne ainsi qu'à ceux des compagnies aériennes privées et publiques de maintenir leurs vols vers l'Ituri ».

Afrique : Moussa Faki s'inquiète de l'extension du terrorisme à la partie Est de la RDC. Le président de la Commission de l'Union africaine, a fustigé l'expansion de ce fléau dans son discours à la 16^e session extraordinaire de la Conférence de l'UA, à Malabo, en Guinée Equatoriale : « Progressivement, le terrorisme a pris de l'ampleur et a étendu ses tentacules à d'autres régions du Continent. De la Libye, au Mozambique, du Mali, du Golfe de Guinée en Afrique de l'Ouest à la Somalie en passant par le Sahel, le Bassin du Lac Tchad et l'Est de la RDC... ». Il indique que le continent n'a pas tardé à réagir à travers la constitution de forces communes de lutte pour faire face au terrorisme et cite entre autres, l'AMISOM/ATMIS en Somalie, la Force Mixte Multinationale dans le Bassin du Lac Tchad, la Force conjointe du G5 Sahel, la mission de la SADC au Mozambique (SAMIM) et les initiatives bilatérales aussi au Mozambique.

Nord-Kivu : une plate-forme plaide pour le renfort des Fardc engagées sur les lignes de front. Le bloc patriotique crédible du peuple a proposé, le 28 mai, la réduction du train de vie des institutions du pays pour renforcer les logistiques des Fardc, engagées sur différentes lignes de front (Nord-Kivu). Il a également invité les Congolais à se mobiliser derrière les Fardc pour mettre fin aux rebelles du M23. Par ailleurs, il a demandé à la population congolaise de ne pas céder à la manipulation et de rester vigilante et mobilisée comme un seul homme dans l'unité face à la menace des rebelles du M23.

L'Eglise du Christ du Congo condamne le soutien du Rwanda au M23. Dans un message publié samedi 28 mai, les prélats protestants exigent des poursuites judiciaires contre les auteurs de l'agression du pays. Ils appellent aussi la population congolaise à apporter tout le soutien nécessaire aux Forces armées de la RDC.

Nord-Kivu : retour au calme après des affrontements entre le M23 et des groupes armés à Rutshuru et Nyiragongo. Des sources sécuritaires locales indiquent que des accrochages ont opposé un groupe des présumés FDLR aux rebelles du M23 qui tentaient de traverser vers Masisi. Les habitants de Rwaza, et trois autres villages environnants, groupement de Rugari, qui ont fui ces affrontements, regagnent progressivement depuis ce dimanche matin, témoignent ces sources. Du côté de Kibumba, plusieurs sources locales confirment que les rebelles du M23 ont abandonné, sans combats, toutes les positions proches de la RN2, et se seraient retirés vers la Kasizi au pied du volcan Karisimbi, à la frontière avec le Rwanda, plus à l'Est du centre de Kibumba.

Des femmes de Butembo plaident pour le renforcement logistique des Fardc. Les femmes réunies au sein de la Dynamique des femmes pour la bonne gouvernance (DYFEGOU) dit soutenir le gouvernement congolais d'avoir, à travers le conseil de la défense, dénoncé officiellement le Rwanda qui soutiendrait la rébellion du M23. Ces femmes saluent la volonté des Fardc à ne pas fléchir devant la rébellion du M23. Cette structure demande aussi la prise en charge efficace des Fardc blessés et des veuves et orphelins des militaires tombés au front. Elle plaide également pour une assistance urgente en faveur des populations civiles qui se sont déplacées, fuyant les combats en cours dans le territoire de Rutshuru.

Lundi 30 mai.

Le Rwanda rejette les accusations de soutien au M23 en RDC. Le Rwanda a saisi l'occasion de la tenue de la 16^{ème} session extraordinaire de la Conférence de l'Union africaine (UA) à Malabo, capitale de la Guinée équatoriale, pour rejeter les accusations de soutien à la rébellion du M23, portées contre lui par la RDC. Le ministre rwandais des Affaires étrangères, a qualifié ces accusations de « sans fondement. » Ce sont plutôt les FARDC qui collaborent depuis de nombreuses années avec les FDLR, « tolérées et préservées par la RDC », a-t-il souligné, alors qu'elles ont « un sinistre plan à long terme de déstabilisation du Rwanda. » **Macky Sall invite la RDC et le Rwanda à dialoguer.** Le président en exercice de l'Union africaine (UA), Macky Sall, s'est dit préoccupé par la montée de la tension entre la RDC et le Rwanda. Il encourage Kinshasa et Kigali à recourir aux organisations sous régionales de l'Union africaine.

Delly Sesanga appelle à la « mobilisation générale contre la fraude électorale ». « Nous voulons nous mettre debout contre la tentative de la fraude électorale, qui risque d'être instaurée avec la nouvelle loi électorale en cours d'examen au niveau de l'assemblée nationale. C'est pourquoi, nous en appelons à la mobilisation générale du peuple congolais pour dire 'Non' à la fraude électorale et exiger la transparence dans le processus électoral par la publication sur le lieu du vote, les résultats partiels, bureau par bureau », a indiqué le président du parti politique "Envol" le 29 mai à Kinshasa, au cours d'un point de presse.

L'Académie militaire de Kananga lance plus de 130 nouveaux officiers des Fardc. Au total, 139 sous-lieutenants, issus de la 33^{ème} promotion de l'Académie militaire de Kananga (ex-EFO), ont prêté serment le 29 mai devant la nation et le Président de la République, représenté par le ministre de la Défense nationale et des Anciens combattants, de « servir loyalement la RDC jusqu'au sacrifice suprême. » Ils ont suivi une formation de trois ans, combinée en phases militaire et scientifique. Et au terme de cette session, ils ont obtenu leurs diplômes de graduat en Sciences sociale et militaire.

13 civils tués dans une attaque des ADF à Bulongo, sur la RN4, entre Beni-Kasindi, dans le secteur de Ruwenzori, dans le territoire de Beni (Nord Kivu). Sur ce bilan provisoire des civils tués, s'ajoute de gros véhicules et des maisons incendiés par ces rebelles. Grace à l'action des forces alliées, Fardc-UPDF, les dégâts ont été limités. L'armée confirme cette attaque des ADF, sans confirmer le bilan rapporté par des sources locales.

Maniema : AGIREC alerte sur la consommation des stupéfiants par des jeunes à Kalima. Le coordonnateur de l'ONG Agir pour la reconstruction de notre espace et la convivialité, parle des conséquences dues à la consommation des drogues à Kalima : « Dans le deuxième trimestre de cette année en cours nous enregistrons plus de 46 divorces prématurés, 12 jeunes atteints de troubles mentaux, 62 hommes ont abandonné leurs familles, plus des jeunes auraient pratiqué le 'spirite', plus de 64 cas des violences sexuelles et sexistes dans la communauté, 7 morts par pendaison volontaire, plus de 17 morts inopinées, 186 jeunes en très mauvaise état de la santé. Nous avons identifié 124 bagarres sans motif valable, 8 cas de justice populaire, 41 cas de banditisme, 89 cas de vol et autres dont le motif serait la consommation exagérée des substances toxiques qui influent sur l'humeur, entre autres le chanvre et le tabac appelé communément ici Kapapilo. » Il a également évoqué les tensions entre des jeunes garçons et filles. « Même les enfants de 12 à 17 ans consomment régulièrement du chanvre jusqu'à marcher nus. Tout ceci sous l'indifférence de toutes les autorités locales », déplore la même source.

Le CEPAS lance un plaidoyer international pour mobiliser des fonds en faveur de la RDC. Le Centre d'étude pour l'action sociale a lancé le 28 mai à Kinshasa, la campagne de plaidoyer international afin d'obtenir des fonds pour des projets en faveur de la RDC. Il exige la bonne gouvernance des fonds alloués à la RDC par le FMI en termes des crédits, notamment dans le cadre de la réalisation du projet de développement des 145 territoires. Le CEPAS recommande de faire le monitoring et le suivi d'utilisation de ces fonds. « On demande à toutes les personnes qui sont impliquées de gérer en bons pères de famille, de ne pas tomber dans les aléas de la mauvaise gouvernance du projet. A la société civile congolaise de participer activement et d'encadrer pour que ce projet puisse être une réussite. » Le programme de développement de 145 territoires est évalué à 1,6 milliard de dollars américains. A ce montant, il manque près de 510 millions de dollars, selon les experts du CEPAS. « Il faut mener des plaidoyers auprès des autres pays nantis et qui peuvent aussi aider notre gouvernement à suppléer le gap ».

Sankuru : environ 465 cas de Monkeypox enregistrés en 5 mois. Le chef de division provinciale de la santé, attribue la persistance de cette maladie à la consommation des cadavres des singes et des rongeurs. 4 zones de santé constituaient l'épicentre de Monkeypox : Bena Dible, Kole, Thudi Loto-Lomela et Katakokombe. « Les zones de santé citées sont celles où la chasse est l'activité principale. Les habitants entrent dans la forêt, ramassent les cadavres des singes, des chauves-souris, des rongeurs. Ces cadavres sont des réservoirs de Monkeypox ».

Sud-Kivu : 18 femmes violées par des miliciens à Kalonge (Société civile). Ces cas de viol sont mis sur les dos des combattants du groupe Raia Mutomboki. Il précise que plusieurs femmes vivent actuellement la peur au ventre en particulier, les marchandes qui font le trajet Kalonge-Bunyakiri. « Ceci nous pousse maintenant à appeler les Fardc de déployer des effectifs pour traquer définitivement ces éléments du groupe armé et rétablir la paix sur cette partie du territoire. » D'après toujours la société civile, ces miliciens sont également responsables de plusieurs cas de kidnappings des commerçants dans cette région du Sud-Kivu.

Le Cardinal Ambongo déplore l'état de la route Kinshasa- Kikwit. Le Cardinal a participé à Kikwit au lancement des travaux de l'assemblée épiscopale provinciale de Kinshasa (ASEPKIN). Au cours de son allocution, il a mentionné plusieurs défis auxquels est confrontée la province ecclésiastique de Kinshasa. Il s'agit notamment des tensions et des divisions entre différentes couches de la population. Ces divisions, selon lui, mènent le peuple à une misère noire. Il a aussi cité la « corruption à ciel ouvert », le banditisme urbain et l'état de dégradation des routes. Parlant justement de routes, il a déploré l'état de délabrement de la RN1, dans son tronçon Kinshasa- Kikwit ; faute d'entretien. Le prélat a aussi dénoncé la multiplicité des taxes dans les provinces. Cette tracasserie freine le développement des populations, a-t-il fait observer.

Ituri : hausse de prix du carburant à Bunia. Le prix de carburant est passé de 2900 à 4000 FC dans les stations-services de Bunia (Ituri), contrairement à la nouvelle structure de prix publiée samedi par le ministère national l'Economie. L'autorité fixe un litre d'essence à 2800 FC. Du coup, une course à moto est passée de 500 à 1000 FC. Même les prix de transport en commun sur les différents axes routiers ont presque doublé.

Retrait du M23 de territoires de Nyiragongo et Rutshuru. Des sources locales précisent qu'ils sont actuellement aux villages frontaliers avec le Rwanda. Les Fardc ont repris le contrôle des territoires de Nyiragongo et Rutshuru, affirment les mêmes sources. Du coup, les trafics ont repris sur la route reliant la ville de Goma à la cité de Sake. Les habitants ayant fui les dernières attaques du M23 retournent aussi déjà dans leurs villages.

Beni : le maire salue les efforts conjugués de l'armée et la Monusco pour restaurer la paix. Pour lui, les efforts d'ensemble entre les Fardc et les soldats de la paix doivent continuer jusqu'à mettre fin aux atrocités de tous les groupes armés dans la région. La journée internationale des Casques bleus est célébrée le 29 mai de cette année. Selon les Nations unies, c'est une occasion de rendre hommage au personnel civil, policier et militaire pour sa contribution inestimable aux efforts de l'ONU.

Nord-Kivu : les habitants de Kibumba regagnent progressivement leur village. Un mouvement de retour timide des déplacés, s'observe depuis ce lundi 30 mai dans le groupement de Kibumba, environ 30 km de Goma alors que les déplacés du groupement de Buhumba situé à la limite avec le Rwanda, hésitent encore de rentrer chez eux. Ils disent attendre l'assurance des autorités militaires déployés dans la zone. Sur place à Kibumba, pas d'activités. La cité est quasi-fantôme hormis les militaires qui sont visibles autour de leurs bivouacs. Les quelques habitants courageux déjà retournés, se disent rassurer par la présence des soldats des Fardc depuis le retrait des rebelles dans la cité. C'est depuis dimanche que la route Goma- Rutshuru et la partie Nord de province a été rouverte au trafic après cinq jours d'arrêt.

Kinshasa : Ferdinand Kambere bénéficie d'une liberté anticipée, depuis ce lundi 30 mai, après près de 5 mois derrière les barreaux. La Cour d'appel de Kinshasa-Gombe lui a accordé cette liberté au terme d'un arrêt rendu en date du 27 mai. Le secrétaire général adjoint du parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) avait été condamné pour coups et blessures sur son collègue Ardent Kambi.

Mongala : des jeunes manifestent contre l'arrêt du Conseil d'Etat proclamant César Limbaya comme gouverneur. Cette juridiction a proclamé César Limbaya comme gouverneur de province, au détriment du candidat Aimé Bokungu. Le candidat Aimé Bokungu, qui a obtenu 6 voix sur 20, lors de l'élection du 6 mai dernier, accuse son challenger César Limbaya, qui l'a emporté avec 13 voix sur 20, de fraude électorale, d'actes de corruption, d'utilisation des personnels de l'état et consorts. Selon le coordonnateur de l'ASBL Espace Inter-Mongalais, cet arrêt n'est pas juste. Les organisateurs sollicitent l'intervention du Chef de l'Etat, le magistrat suprême, en vue de la quiétude dans la province.

Kinshasa : l'ASBL Caritas organise un atelier sur le changement climatique et lutte contre la pauvreté. Quatre-vingt-seize personnes prennent part, dont les membres de Caritas diocésaines disséminés à travers le pays. « Nous allons partager des expériences innovatrices, documenter cela, et ensuite on partagera ces documents comme un document de plaidoyer pour la lutte contre le changement climatique et la lutte contre la pauvreté en RDC. Nous allons aussi élaborer avec tous les participants une feuille de route dans laquelle nous allons penser à 2-3 activités simples qui pourraient nous aider, ensemble comme réseaux, à travailler dans la lutte contre le changement climatique », a déclaré Boniface Nakwagelewi, secrétaire Exécutif de Caritas Congo ASBL.

Butembo : des jeunes leaders communautaires formés sur la vaccination contre COVID-19. Cette activité initiée par le conseil urbain de la jeunesse a été menée par des médecins spécialistes. Elle vise à pousser les leaders communautaires à mobiliser les habitants pour la vaccination contre la COVID-19, dont un nouveau cas a été notifié dans la ville après environ trois mois d'accalmie. Le président du conseil urbain de la jeunesse de Butembo, indique que ces jeunes sensibilisés feront de même à la communauté pour accepter ce vaccin. Vu la densité à Butembo, il affirme que la population est plus exposée au danger de la maladie.

Macky Sall remercie Félix Tshisekedi et Paul Kagame pour « la quête d'une solution pacifique ». Le Président sénégalais encourage aussi son homologue Joao Lourenço, président en exercice de la Conférence internationale sur la région des Grands lacs (CIRGL) « à poursuivre ses efforts de médiation dans ce sens. » Les relations sont tendues entre la RDC et le Rwanda depuis les dernières attaques des terroristes du M23 sur les

positions des Fardc dans la province du Nord-Kivu. Selon Kinshasa, c'est Kigali qui soutient ces terroristes. La RDC en veut pour preuve les deux militaires rwandais arrêtés dans les rangs du M23, ainsi que des effets militaires de ce mouvement rebelle. De son côté, le Rwanda accuse la RDC d'avoir « enlevé » ses deux militaires. Son Président Paul Kagame a affirmé que le M23 « est un problème interne congolais... »

Mardi 31 mai.

Le gouvernement exclut toute négociation avec le M23. Le porte-parole du gouvernement dit ne pas comprendre que le M23 ait choisi de ne pas participer aux pourparlers de Nairobi, « parce que sûrement, il y a un parrain derrière qui a un agenda caché. » Il rappelle que dans le processus de Nairobi, il a été convenu que tous ceux qui seraient réfractaires au dialogue subiraient la force. « Vouloir la paix ne signifie pas être naïf, vouloir la paix ne signifie pas être prêt à tout tolérer », a-t-il souligné. **Soutien du Rwanda au M23 : mise en garde « sévère » de Kinshasa à Kigali.** Le vice-Premier ministre, et ministre de l'Environnement, Eve Bazaiba, a au nom du Président de la République, adressé mardi 31 mai, une mise en garde « sévère » au Rwanda, concernant son soutien aux terroristes du M23. Eve Bazaiba a officiellement transmis à l'ambassadeur du Rwanda, Vincent Karega, accrédité à Kinshasa, le message de la RDC, de protestation et de désapprobation contre toute initiative dont l'attitude est de nature à perturber le processus de paix. **La résurgence du M23 constitue une menace pour la paix, estime l'ONU.** « Malgré les efforts déployés par le gouvernement congolais pour lutter contre l'insécurité dans l'Est de la RDC, la violence des groupes armés a continué de faire payer un lourd tribut à la population civile dans plusieurs territoires des provinces. La récente résurgence du « M23 », en particulier, et ses actions hostiles contre les forces armées congolaises et les Casques bleus de la Monusco au Nord-Kivu, aggrave une situation déjà sérieuse. Elles constituent une menace grave pour la paix, la sécurité et la stabilité dans la région », a souligné la Sous-Secrétaire générale des Nations unies pour l'Afrique. Selon elle, l'impact humanitaire des attaques du M23 est considérable. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires signale qu'au 30 mai, au moins 75 000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays et que 11 557 autres personnes ont traversé la frontière avec l'Ouganda. Elle a noté que la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la RDC, Bintou Keita, et l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs d'Afrique, Huang Xia, étaient activement engagés dans les efforts visant à désamorcer les tensions grâce à leurs bons offices.

« **Le pays va mal et rien ne marche** », déplore le Cardinal Ambongo, et les Congolais sont « parmi les peuples les plus malheureux de la terre ». « A regarder de près ce qui se passe aujourd'hui dans notre pays, autour de nous, le peuple congolais, malgré l'immensité des richesses de son sous-sol, de son sol, de ses eaux, de ses arbres et forêts, malgré tout ça, le peuple congolais est aujourd'hui classé parmi les peuples les plus malheureux de la terre » Fridolin Ambongo appelle ainsi le peuple congolais à se lever et à prendre ses responsabilités pour renverser la tendance ; car le pays est en danger : « Nous devons agir, nous devons nous prendre au sérieux, nous devons nous prendre en charge. La souveraineté de notre pays est en danger. Et pendant que le pays est en danger, nous passons la plus grande partie de notre temps à discuter sur les postes, sur l'argent, sur un peu de dollars ».

Kinshasa : les taximen disent travailler à perte après majoration du prix du carburant. Les transporteurs des taxis disent désormais travailler à perte, depuis la majoration du prix de carburant, qui est passé de 2095 à 2345 FC. Cependant, pour le transport en commun, aucune majoration du prix de transport n'a été constatée. « Nous attendons à ce que l'Etat puisse majorer aussi le prix de transport »

Bob Kabamba : « Que le Rwanda dépende du Congo, que le Congo dépende du Rwanda ». Pour mettre fin aux tensions entre le Rwanda et la RDC au sujet de la rébellion du M23, Bob Kabamba, professeur de l'Université de Liège, propose de développer des rapports interdépendants entre les deux pays voisins. « La théorie des supplétifs, c'est-à-dire, je ne vous fais pas la guerre directement, mais je vous fais la guerre à travers un groupe rebelle. Il faut mettre fin à cette théorie de supplétifs, le remplacer par ce qu'on appelle, 'interdépendant.' Que le Rwanda dépende du Congo, que le Congo dépende du Rwanda. » Selon lui, il s'agit de toute une série d'options qui ne sont pas des options sécuritaires. « Elles peuvent être des options économiques, des options culturelles, académiques. Au lieu d'avoir chaque de fois de rapports conflictuels, maintenant on a des rapports interdépendants dans lesquels les uns et les autres s'en sortent ». Il propose ainsi la réalisation de certains projets communs entre le Rwanda et la RDC : « Je peux vous donner juste un exemple. On prend le gaz naturel du Lac Kivu, pourquoi le Rwanda exploite seul le gaz naturel du Lac Kivu lorsque le lac est frontalier de deux Etats, alors que cette nappe de gaz se trouve bien au Rwanda et au Congo ? En mettant le projet collectif entre le Rwanda et le Congo, ça va créer une interdépendance énergétique de deux pays en faisant en sorte que, le débat ne sera plus lié à la situation sécuritaire, mais ça sera lié au rapport interdépendant entre ces différents pays. »

La décentralisation en RDC est « précipitée et mal préparée », juge Jean Bamanisa. C'est ce qui justifie les difficultés constatées dans la « gestion de nouvelles institutions politiques » a déclaré l'ancien gouverneur de l'ex-Province Orientale. Plutôt que de s'inscrire dans la droite ligne de la continuité des affaires de l'Etat, les responsables qui sont venus par la suite ont cherché à effacer les traces de leurs prédécesseurs. Dans ces conditions, on ne peut pas avancer. Il en appelle ainsi à l'unité de la population de la province de la Tshopo en vue de parvenir à son développement : « J'en appelle à la population de la Tshopo de garder son unité en tant que Congolais, en tant que ressortissants de sept territoires de la Tshopo et appartenant bien sûr à des communautés diverses. Mais, que cette diversité soit une richesse, une force... » Pour lui, les divisions ne feront que l'enfoncer davantage dans le gouffre, où il se trouve actuellement depuis le démembrement de la Province orientale.

Beni : le tribunal de paix reprend ses audiences foraines à la prison de Kangbayi. Les prévenus sont poursuivis pour vol simple, pêche illicite sur le lac Edouard, coups et blessures volontaires, destruction méchante, tentative de viol, et menace d'attentat. La plupart d'entre eux sont en détention irrégulière depuis la proclamation de l'état de siège au Nord-Kivu en mai 2021, période au cours de laquelle les audiences en chambre de conseil étaient suspendues au niveau du tribunal de paix. Cette suspension n'avait pas permis à cette juridiction de statuer sur la situation de détention des détenus dans le délai légal. Au cours de l'audience du lundi 29 mai le tribunal a instruit au total quinze affaires et en a prononcé deux acquittements sur les bancs, pour faits non établis. Il a en outre pris en délibéré cinq demandes de mise en liberté provisoire, sollicitée par les prévenus à travers leurs conseils.

Les parlementaires de la Mongala veulent mettre fin à la crise politique dans leur province. Le porte-parole du caucus des députés et sénateurs de la Mongala, soutient que « cette province n'a pas besoin d'une nouvelle instabilité liée à un conflit de leadership provincial. » Des jeunes ont manifesté le 30 mai à Lisala contre l'arrêt rendu samedi dernier par le Conseil d'Etat, sur le contentieux lié à l'élection du nouveau gouverneur de la Mongala. Cette juridiction a proclamé César Limbaya comme gouverneur de province, au détriment du candidat Aimé Bokungu. Ce dernier, arrivé en deuxième position avait accusé le gouverneur élu de corruption.

Sud-Kivu : la société civile lance la campagne « Une bouteille d'eau ou 1\$ pour nos Fardc ». Il s'agit de récolter de fonds en faveur des militaires des Forces armées de la RDC engagés sur différents fronts. Par la même occasion, la société civile encourage aussi le gouvernement congolais à améliorer les conditions des militaires, afin qu'ils parviennent à faire face à l'agression extérieure.

Jacques Kyabula satisfait de son bilan de 3 ans à la tête du Haut-Katanga. Sur le plan des infrastructures, le gouverneur Jacques Kyabula s'est dit heureux d'avoir mis à la disposition de la population locale des ouvrages de qualité. Il s'agit notamment des routes pour relier les différentes communes et faciliter ainsi l'accès au centre-ville. Toutefois, il n'a indiqué ni le nombre des kilomètres réhabilités moins encore le nombre de routes qui devraient être construites ou réhabilitées. Sur le plan sécuritaire, il a fait allusion aux nombreux moyens mis à la disposition de la police pour faire oublier le cauchemar vécu par la population. Sur le plan économique, il a salué la politique de subvention de l'agriculture par son gouvernement. Le gouverneur Kyabula a enfin demandé à la population de lui donner les moyens de sa politique par le paiement régulier des taxes.

Ituri : la milice FPIC renonce à la lutte armée. La milice Front patriotique et intégrationniste du Congo déclare : « Nous sommes conscients de la nécessité d'offrir une opportunité au développement au niveau tant local que national. Nous venons ces jours exprimer notre engagement ferme de cesser les hostilités ». Cette position est saluée par le gouverneur de l'Ituri qui invite d'autres groupes armés à emboîter les pas afin d'adhérer au processus de paix initié par le Président de la République. Cette décision du groupe armé FPIC est l'aboutissement d'un long processus initié par le gouvernement de la RDC, avec l'appui de la Monusco.

Maniema : la société civile déclare son soutien aux Fardc. « La société civile du Maniema félicite au moins pour la toute première fois et en toute sincérité le président de la République ainsi que le gouvernement de la RDC pour avoir dit toute la vérité jadis considérée comme un tabou, un abcès à ne pas crever ; à savoir : avoir déclaré officiellement l'agression de la RDC et en indexer son auteur qui est le Rwanda d'une part et d'autre part prendre des mesures conséquentes, preuve de prise en considération des cris de paisibles citoyens », et demande à tous « de soutenir mordicus tous nos militaires et policiers bases au front ainsi que tous les services de sécurité. »

Kinshasa : la Ceni démarre la formation des agents chargés de la cartographie électorale. Le président de la Commission électorale nationale indépendante, a lancé, le 30 mai à Kinshasa, le niveau 3 de la formation

destinée aux préposés à la collecte des données cartographiques. Cette session de cinq jours va se dérouler simultanément au niveau des 179 antennes de la Ceni implantées dans les chefs-lieux des territoires et quelques villes du pays. La réussite du processus électoral dépend, en grande partie, du travail de ces préposés.

Beni : 40 morts en 3 jours à la suite des attaques des ADF (CRDH), à Beu-Manyama et à Bulongo centre à côté des véhicules incendiés ainsi que des maisons pillées. La Convention pour le Respect des Droits Humains constate avec tristesse l'ampleur de ces tueries des populations civiles, malgré les opérations conjointes Fardc-UPDF ainsi que la présence de la Monusco dans la région de Beni (Nord-Kivu). Cependant, il indique qu'il est temps que ces forces réunies mettent tout en œuvre pour en finir avec les ADF.

Rutshuru : quatre engins explosifs découverts à Kabaya, alerte la SYLAM, dans le lieu où se sont déroulés les récents combats entre les Fardc et les terroristes du M23. Il s'agit d'une roquette AP et des bombes, découvertes par la population à côté du centre de santé de Kabaya. Alertés, les points focaux de la Synergie de Lutte Antimines (SYLAM) dans ce village ont procédé au marquage du lieu, en attendant leur destruction.

Nord Kivu : des centaines de déplacés sans assistance sanitaire et humanitaire à Kanyaruchinya. Ces déplacés rapportent qu'une dizaine d'enfants et de vieillards sont victimes de diarrhée, de vomissement et de fièvre depuis le 27 mai. Dans ce site des déplacés il n'y a pas de dispositif sanitaire ou médical mis en place. Une marée humaine, massée tout autour d'une église locale de Kibati, paraît visiblement essoufflée, accablée et abandonnée à la merci des intempéries. Ces sans abris disent que les conditions de vie deviennent de plus en plus difficiles.

Butembo : les tenanciers des officines pharmaceutiques durcissent leur grève. Depuis vendredi plus de 100 officines pharmaceutiques fonctionnant dans une galerie au centre commercial de Butembo ont fermé leurs portes. Certaines d'autres opérants dans des quartiers ont emboîté le pas des grévistes. Ils reprochent au groupe Prince Pharma, une société Indienne, de proposer la vente de ses produits en détails au niveau du marché local. Ce qui viole selon eux, les dispositions légales en vigueur dans le pays. Le maire de Butembo a échangé lundi avec les grévistes. Il leur demande de privilégier le sort de la population, en attendant une solution au problème.

Kongo-Central : le manque d'eau à Sekebanza expose la population aux maladies d'origine hydrique. Le coordonnateur de la société civile indique que la population ne dépend que de l'eau de puits. Pour lui, cette situation est un frein à l'épanouissement de la femme et viole son droit à la santé et à la sécurité, du fait que, la plupart de ces points d'approvisionnement en eau se situent dans des endroits difficilement accessibles. Sortir de cet endroit avec un récipient à la tête ou au dos relève du parcours de combattant.

Kasaï-Oriental : près de 200 fonctionnaires du gouvernement Ngoyi Kasanji toujours pas payés. Les anciens ministres provinciaux, les membres de leurs cabinets ministériels ainsi que ceux du cabinet du gouverneur de province honoraire réclament les indemnités de sortie et leurs arriérés de salaires. Ces fonctionnaires ont travaillé dans le gouvernement provincial de l'ancienne configuration du Kasaï-Oriental. « Lors du démembrement, il a été mis en place une commission qui avait examiné nos dossiers et avait certifié une dette publique qui a été mis à la charge de la nouvelle province du Kasaï-Oriental. Nous avons tous les documents. Maman gouverneur nous a dit que nous ne sommes pas payés parce que Kinshasa n'envoie pas la rétrocession, aussi la province n'a pas assez de recettes pouvant permettre le paiement de cette dette ».

Guerre à l'Est : la LUCHA appelle le gouvernement à mettre en place des nouvelles stratégies. « Le gouvernement doit fournir assez d'efforts, la table ronde au sujet de l'insécurité dans la région de Beni dit avoir comme participants les victimes directes de ces atrocités pour donner la bonne version ; la levée de l'état de siège en faveur d'une opération militaire spéciale couplée d'une administration civile pour permettre aux militaires de se concentrer seulement à la guerre. La libération de tous les compatriotes arrêtés et condamnés pour avoir émis un point de vue au sujet de l'Etat de siège, le dédommagement des citoyens victimes des incendies des véhicules et des marchandises sur différentes routes dans la région. »

Djugu : plus de 30 déplacés tués en un mois par la Codeco. Selon la société civile locale, chaque jour, ces déplacés internes en quête de vivres sont victimes des attaques de ces hommes armés. La présence de miliciens de la Codeco est signalée aux alentours de plusieurs sites des déplacés dans le territoire de Djugu. Cette situation d'insécurité a réduit sensiblement la mobilité de ces personnes et accentué leur vulnérabilité. La présence de ces hommes armés empêche également les humanitaires d'apporter de l'assistance à ces déplacés.

